

opera mundi *europe*

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

D A N S C E N U M E R O

- LA LETTRE DE LA SEMAINE (P. 1-3)

Quand la machine devient indiscreète

II - Vers des Banques Nationales de données

- LES COMMUNAUTES AU TRAVAIL (P. 4-8)

Bilan 1970 ; L'achèvement ; L'élargissement ; Le renforcement ; Relations extérieures.

- EUROFLASH (P. 10-38)

Sommaire analytique, P. 10

Index alphabétique, P. 36

N° 594 - 5 Janvier 1971

10 Av. Raymond-Poincaré

PARIS 16^e

pouvait qu'être peu recommandable. Sa firme n'eut rien de plus pressé que de diffuser, moyennant finance, ces fâcheux renseignements à de nombreux établissements de crédit. A la suite de quoi, les portes s'étaient fermées.

Encore convient-il d'ajouter que s'il n'avait pas remué ciel et terre, Arywitz ne serait jamais parvenu à connaître le contenu exact de la fiche qui l'accompagnait désormais partout. En dépit d'une pression croissante de l'opinion, les offices de crédit - tout comme les compagnies d'assurances et bien d'autres organismes privés utilisant électroniquement les fichiers les plus divers - se battent vigoureusement pour conserver le secret sur leurs informations et sur l'origine de celles-ci. La législation, inadaptée face au problème nouveau posé par les fichiers électroniques, ne semble pas encore permettre d'introduire de l'ordre en ce domaine. C'est dire que les abus sont légion, sans que, souvent, l'intéressé ait le moyen de faire éclater la vérité. A partir de là, il est clair que le chantage devient possible, et il est certain qu'il est pratiqué assez impunément.

En Grande-Bretagne existe déjà, il est vrai, à l'égard des offices de crédit un minimum de protection. Ces organismes sont légalement tenus de communiquer à l'intéressé tout rapport qu'ils établissent sur lui et qui peut lui être défavorable.

Dans le cas d'un fichier tenu par une administration publique, le risque d'erreurs ou d'indications calomnieuses n'est évidemment pas à exclure. Et, vis-à-vis de l'intéressé, la clandestinité est au moins la même. Du moins, peut-on admettre qu'en général les fonctionnaires ayant la charge des fichiers électroniques ont une certaine notion de la discrétion que leur impose leur activité; qu'ils ont, par formation, une conscience professionnelle qui les rend conscients de leurs responsabilités. Ainsi, dans tous les grands pays, l'opinion fait-elle généralement confiance aux employés des Postes pour protéger vis-à-vis des tiers le secret de leur correspondance, qu'il s'agisse de lettres, de télégrammes, de conversations téléphoniques ou de transmissions de données informatiques. En Grande-Bretagne, une loi récente a d'ailleurs sérieusement renforcé les sanctions prises en cas de manquement à ce devoir professionnel. D'une façon générale, il semble qu'il y ait là une garantie réelle (fût-elle non écrite) contre les abus, et que la protection de la vie privée des citoyens est à peu près assurée.

Il n'en reste pas moins que - pour des motifs avouables, ou d'autres qui le sont moins, un gouvernement, une administration peuvent succomber au désir de pénétrer, totalement ou en partie, le secret de la vie privée de certains citoyens. En ce cas, il est d'usage, depuis que des Etats existent, d'invoquer les nécessités de "l'ordre public", ou celles de "la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat" - toutes nécessités par lesquelles on essaie de justifier des pratiques plus ou moins admissibles de la part des polices officielles ou parallèles, services de renseignement, etc... Pourtant, dès lors qu'aucune règle stricte n'est imposée en ce domaine, tous les abus deviennent vite possibles. De toute manière d'ailleurs, quelle tentation pour un Etat d'utiliser l'extraordinaire mine de renseignements que peut représenter un ordinateur central travaillant sur des fiches couvrant l'ensemble du pays !

L A L E T T R E D E L A S E M A I N E

Les progrès de l'ordinateur et de la discipline auquel il a donné naissance, l'informatique, ont précisé et développé un besoin resté latent jusqu'ici chez les autorités responsables des Etats, celui d'approfondir et de systématiser les informations dont elles disposent sur tous les citoyens pris individuellement. Déjà, aux Etats-Unis, la création d'un Centre National des Données destiné à regrouper les milliers de fichiers officiels épars sur le territoire a fait l'objet de débats préliminaires au Congrès (voir Lettre n° 593), ce qui prouve que la tendance s'affirme à grande allure.

Il faut donc s'attendre à voir les Etats européens s'attacher à leur tour, plus ou moins vite mais quasi inéluctablement, à la constitution de fichiers nationaux. D'emblée, on peut se poser la question de savoir si, ici comme aux Etats-Unis, le danger le plus grave d'une telle mesure ne réside pas, plutôt que dans l'accroissement de l'efficacité de l'appareil de l'Etat - peut-être profitable à l'intérêt général, dans certains cas - dans l'augmentation des pouvoirs de contrainte ainsi acquis par une bureaucratie toujours avide d'en savoir davantage sur ses "assujétis".

Mais cette première question en amène une seconde, qui est de savoir si, dans cette perspective, le pire danger ne vient pas du secteur privé, et non du secteur public. Une récente affaire aux Etats-Unis peut en tout cas laisser rêveur sur ce point.

Il s'agit de la curieuse mésaventure dont a été victime l'un des dirigeants californiens de l'AFL-CIO, Sigmund Arywitz. Parfaitement honorable, et connu comme tel, ce leader syndicaliste se vit brusquement opposer une fin de non-recevoir par tous les organismes de crédit et établissements vendant à crédit auxquels il s'adressait. Au point que, dans un pays où la vie quotidienne de chacun est fondée sur le crédit, sa situation devint assez vite intenable. Un autre citoyen dans une situation semblable eût sans doute dû subir son sort sans pouvoir se défendre. Sigmund Arywitz avait de la défense : après bien des enquêtes, il finit par découvrir, grâce à la réflexion d'un vendeur, l'origine de ses malheurs. En tant que responsable syndical, il avait en maintes occasions engagé des procès contre l'Administration pour la défense des membres de son syndicat. Il en avait gagné, mais il en avait aussi perdu. Un informateur appartenant à l'un de ces offices de crédit qui foisonnent aux Etats-Unis en avait conclu, sans aller plus loin, qu'un homme ayant autant de procès sur les bras ne

Au demeurant, qu'il s'agisse du secteur public ou du secteur privé, on demeure toujours en présence de l'inquiétant pouvoir attribué - ou, pour mieux dire, abandonné - à quelques techniciens qui, seuls, ont accès aux ordinateurs et aux fichiers parce qu'ils sont seuls capables de les comprendre et de les faire fonctionner. Par comparaison, les dangers qu'impliquent les fichiers classiques, manuels, dispersés, longs et lourds à manipuler, paraissent bénins. Finalement, ce n'est donc pas par hasard que les premières prises de conscience du danger, les premiers cris d'alarme lancés à l'opinion sont venus, en bonne part, des milieux scientifiques et techniques, les plus avertis des problèmes soulevés par l'ordinateur.

Ainsi, c'est dans l'une des revues d'électronique les plus sérieuses des Etats-Unis, "Computers and Automation", que l'on a vu se multiplier, signés des plus grands noms de l'informatique américaine, les études, les articles consacrés aux risques qu'entraîne la formidable extension des utilisations des machines électroniques. Les juristes, aussi, se sont émus. Témoin, la campagne vigoureuse menée depuis trois ans par Alan Westin, qui est professeur de Droit Public à l'Université de Columbia. En Grande-Bretagne, où la prise de conscience a sans doute été plus rapide que dans les autres pays européens, c'est à la "British Computer Society", et en particulier à son Président, Lord Halsbury, que l'on a dû les plus véhémentes mises en garde.

A l'ONU, et surtout au Conseil de l'Europe, on a fini par s'inquiéter. La Commission des Droits de l'Homme de cette dernière institution, à qui revient la rédaction en 1950 de la "Convention Européenne des Droits de l'Homme", a joué un rôle utile en multipliant les études, les colloques sur le thème : l'ordinateur et ses dangers potentiels pour la vie privée des individus. Pour l'instant, aucune solution d'ensemble n'est en vue à ce problème, qui est au fond sans précédent du seul fait de son ampleur. Le premier résultat obtenu est sans doute de favoriser l'indispensable prise de conscience du danger.

Mais les questions qui se posent, aux individus comme aux Etats, sont, il faut l'avouer, complexes. Notons au moins l'une des principales. Pour assurer la protection de la vie privée des individus, faut-il condamner et tenter d'empêcher tout développement (public ou privé) de l'informatique et de l'utilisation rationnelle de données sans cesse plus nombreuses et plus diverses ? Ou bien faut-il plutôt chercher les moyens pratiques d'accorder aux individus une protection raisonnable contre les abus possibles en ce domaine ? Bien que certains soient tentés d'incliner vers la première solution, par exemple en luttant contre la constitution de banques centrales (et nationales) de données, il est clair qu'ils courent là à un échec : c'est en effet oublier que l'essor de l'ordinateur et une certaine centralisation des informations sont bénéfiques dans de nombreux cas. Mais, la deuxième solution est elle possible ? Et dans quelles conditions ? Ces deux aspects des choses méritent d'être examinés de plus près.

LES COMMUNAUTÉS AU TRAVAIL

BILAN 1970.- Comme il en avait été décidé au Sommet de La Haye, les 1er et 2 décembre 1969, l'année 1970 a été dominée par le fameux triptyque : achèvement, élargissement, renforcement du Marché Commun. Si l'année s'est terminée par une fausse note, l'absence de décision, "en première lecture", sur l'Union économique et monétaire, le bilan reste malgré tout sensiblement positif.

L'ACHEVEMENT.- En décembre 1969, aussitôt après la réunion de La Haye, les Six avaient abouti à un accord sur l'essentiel du Règlement financier européen, créant des ressources propres communautaires. Il s'agissait d'un accord politique permettant de respecter l'échéance de fin d'année, mais laissant dans l'ombre plusieurs points du "paquet" qui avait été constitué alors : pouvoirs du Parlement Européen, marchés du vin et du tabac. Finalement, ce n'est que le 22 avril, à Luxembourg, que l'ensemble fut réglé. Les discussions ne furent pas faciles, mais elles ne furent jamais de nature à remettre en cause la décision du mois de décembre. Cet accord sur l'achèvement rendait nécessaire certaines modifications du Traité de Rome, et donc des ratifications par les Parlements Nationaux. Ces procédures ne se terminèrent qu'à la fin décembre 1970. Depuis le 1er janvier 1971 donc, la Communauté est dotée de ressources propres (droits de douane, prélèvements, partie de la TVA). Durant toute l'année 1970, les dépenses communautaires ont été assurées par des contributions nationales fixes. Au chapitre de l'achèvement, on doit encore inscrire l'adoption du règlement de marché des produits de la pêche, dernière "grande" organisation communautaire agricole, réalisée dans son principe le 30 juin.

L'ELARGISSEMENT.- Les Six étaient convenus d'ouvrir les négociations avec la Grande-Bretagne et les autres candidats avant la fin du premier semestre et de mettre au point entre eux une "base commune" de négociation. Cette tâche a occupé les Ministres des Affaires Etrangères pendant le 1er semestre : ceux-ci ont dégagé quelques grandes orientations, mais le document qu'ils ont approuvé n'était pas sans lacune, ni sans ambiguïté, comme la négociation avec Londres l'a prouvé. Au demeurant, cette préparation s'est effectuée sans tension particulière, dans un climat que chacun s'est accordé à trouver favorable. La séance solennelle d'ouverture des négociations s'est tenue le 30 juin à Luxembourg; elle a permis à chaque délégation d'exposer son point de vue dans les grandes lignes.

Le 30 juin a également marqué la fin de la Commission des "Quatorze" : conformément aux dispositions du Traité de fusion des

Exécutifs européens, le nombre des membres de la Commission est revenu à neuf, malgré quelques tentatives de "diversion". M. Franco Maria Malfatti, jeune démocrate chrétien italien a, dans le même temps, succédé à M. Jean Rey à la tête de la Commission.

Les négociations d'élargissement n'ont débuté concrètement qu'à l'automne. La première session ministérielle, en octobre, avec les Anglais, a permis d'enregistrer des accords mineurs (règlements de marché agricoles, politique commerciale, système de fixation des prix agricoles), qui ont "donné le ton" aux discussions. Ce n'est qu'à la fin de l'année que les négociateurs en sont venus aux choses sérieuses avec le débat sur la période de transition à accorder aux candidats pour s'adapter aux règles communautaires. Londres a accepté finalement le principe d'une période unique de cinq ans pour les échanges agricoles et industriels et, finalement aussi, pour le financement des dépenses.

Cette acceptation laisse cependant de nombreuses questions en suspens. En ce qui concerne les échanges, la formule proposée par les anglais aboutit à supprimer 80 % des droits de douane industriels au cours des trois premières années de la période de transition, alors qu'en matière agricole l'alignement tarifaire (qui préfigure sans doute celui des prix) aboutit à laisser subsister au début de la cinquième année une marge de rattrapage de 50 % (rattrapage à effectuer en deux ans, ce qui équivaut à une période de transition agricole de six ans et non de cinq ans). Quant au financement des dépenses européennes, la Grande-Bretagne réclame une période de cinq ans prolongée d'une période de trois ans de "correctifs" (ce qu' en bonne logique la Communauté pourrait bien accorder); mais les chiffres, très faibles, qu'elle a avancé pour sa contribution mettent en évidence une différence de "philosophie" sur le financement communautaire. Visiblement, la Grande-Bretagne entend que celui-ci soit fondé sur le pourcentage de chaque pays dans le Produit Brut de la CEE, ce qui est en contradiction avec le système de la préférence communautaire.

Les Six n'ont pas encore répondu à l'exposé britannique; ils ne sont pas d'accord, notamment sur le chapitre financier. Mais on peut prévoir que leur position sera assez éloignée de celle de Londres. On peut d'ailleurs supposer qu'ils en profiteront pour en venir à la véritable difficulté de la négociation : la situation économique, financière et monétaire de la Grande-Bretagne. L'essentiel est en effet de remettre la Grande-Bretagne "à flots" pour qu'elle puisse assurer dans la Communauté ses obligations, comme tous les autres pays.

Les Six ont également rencontré, au niveau ministériel, tous les autres pays européens de l'AELE (Suède, Suisse, Autriche, Finlande, Islande, Portugal) qui ne sont pas candidats à l'adhésion, mais veulent néanmoins établir avec la Communauté des liens étroits, et notamment le libre échange de produits industriels. Des conversations exploratoires ont été engagées avec ces pays par la Commission. Les accords auxquels on aboutira devront entrer en vigueur en même temps que les accords d'adhésion.

LE RENFORCEMENT. - Parmi les points figurant sous cette rubrique à la conférence de La Haye, on notait la réforme du Fonds Social européen. Effectivement, à l'automne, les Six sont parvenus à transformer ce qui n'était qu'une caisse de péréquation intervenant à posteriori en un instrument efficace d'une politique de l'emploi communautaire. Le Fonds, désormais, préviendra les maux au lieu de ne participer, dans une très faible mesure, qu'à leur guérison. Son budget sera augmenté et il devrait notamment permettre de contribuer à la reconversion du monde agricole, conformément au "Plan Mansholt".

Ce dernier, pour sa part, est resté dans les tiroirs du Conseil la majeure partie de l'année, malgré un train de propositions précises de la Commission. Il aura fallu attendre le mois de novembre - quand chaque Ministre de l'Agriculture dut constater que, du fait du blocage des prix, la situation des paysans devenait intolérable - pour que les Six et S. Mansholt se réunissent à deux reprises à huis clos pour débattre des prix et des réformes socio-structurelles. Que résultera-t-il, concrètement, de ce débat ? Un fait paraît acquis : **chacun** semble avoir pris conscience qu'il faut faire quelque chose". La Communauté aura mis deux ans pour le comprendre.

C'est également à la fin de l'année que les Six sont enfin parvenus à un accord sur la restructuration du Centre Commun de Recherches de l'Euratom. Celui-ci, paralysé par une trop grande rigueur administrative et financière, va acquérir une grande souplesse de gestion et de fonctionnement. Ses activités pourront désormais déborder le strict cadre nucléaire et s'étendre à la technologie. Toutefois, ce n'est pas encore la relance de l'Euratom, car cette question est devenue une partie du grand problème d'ensemble de la coopération scientifique et technologique européenne. C'est dans cette perspective qu'il faut apprécier, favorablement, l'accord obtenu sur le Centre de Recherche. Un document élaboré par la Commission sur la recherche dans la Communauté devrait guider les Six dans leurs travaux dans ce domaine au cours de l'année 1971. L'Europe joue là une carte capitale pour son avenir.

Renforcement encore que l'accord des Etats membres sur la coopération politique. C'était le paragraphe 15 du communiqué de La Haye. Après des travaux préparatoires au sein du "Comité Davignon" (groupant les Directeurs des Affaires politiques des Ministères des Affaires Etrangères), le Conseil a pu se mettre d'accord avant l'été sur un document qui, approuvé par les gouvernements, est devenu officiel à l'automne : au cours de deux sessions annuelles, préparées par des réunions du Comité politique, les Six pourront confronter et coordonner leurs points de vue et chercher à s'aligner sur des positions communes en matière de politique étrangère.

Aucune institution n'est créée; la coopération politique est considérée comme l'appui et le prolongement de l'intégration économique. Les querelles du "plan Fouchet" sont oubliées. Le projet est peut-être moins ambitieux qu'en 1962, mais il est plus réaliste,

plus susceptible de permettre rapidement des progrès. On s'en est rendu compte dès la première réunion des Ministres à Munich, au mois de novembre, où, en ce qui concerne le Moyen Orient, les Etats membres ont décidé d'étudier de façon précise les points sur lesquels ils pourraient éventuellement aligner leurs positions.

Reste évidemment le problème essentiel : l'Union économique et monétaire. Il s'agit là, de toute évidence, de l'axe du développement de l'intégration européenne au cours des dix prochaines années, comparable dans ses conséquences techniques et politiques à la conclusion même du Traité de Rome en 1958. Telle doit être la perspective dans laquelle il convient de se placer pour analyser l'échec des Six à ce propos au mois de décembre. En réalité, l'Union économique et monétaire signifie la disparition à terme de l'autonomie des Etats en matière économique et monétaire, et donc finalement politique. On comprend dès lors qu'une seule session ministérielle, d'ailleurs tronquée, n'ait pas permis aux Six d'aboutir à un accord.

Cette session, évidemment, avait été longuement préparée par les travaux du "Groupe Werner" qui s'étaient étalés sur une grande partie de l'année. Mais les super-experts qui composaient ce groupe n'étaient pas mandatés par les gouvernements comme défenseurs de leurs politiques. C'est la raison pour laquelle si, sur le plan technique (le contenu de la première étape de trois ans du plan d'Union économique et monétaire), il n'y avait pas beaucoup de difficultés à régler au niveau ministériel, il n'en alla pas de même pour les conséquences politiques de l'Union. Le différend est le suivant : d'un côté les Pays Bas et l'Allemagne veulent déjà prévoir des transferts de compétences à des institutions communautaires (mais quels transferts et à quelles institutions ?); de l'autre la France entend que si des pouvoirs sont transférés en temps utile (transferts auxquels elle ne s'oppose pas), ils le soient au Conseil de Ministres et que, pour le moment, aucune modification du Traité ne soit envisagée. Les choses en sont là. L'issue du débat, au mois de janvier, dépendra du "bon sens" : rien de constructif ne pourra résulter d'une querelle institutionnelle dont on connaît déjà toutes les facettes. Si les Six évitent de tomber dans ces stériles discussions, ils pourront sans doute aboutir à un accord.

RELATIONS EXTERIEURES. - En dehors du triptyque de La Haye, l'année 1970 a été marquée aussi par le développement des relations extérieures de la Communauté. Les négociations avec l'Espagne, Israël et Malte ont été achevées et les accords signés. Des négociations ont été entamées avec la R.A.U. et le Liban. En ce qui concerne les pays en voie de développement, le Conseil a entrepris un examen des moyens qui pourraient être mis en oeuvre pour améliorer les relations avec l'Amérique Latine. De même, la CEE a continué à assurer un rôle moteur dans l'affaire des préférences généralisées.

Les multiples accords préférentiels conclus ou à conclure par les Six dans le bassin méditerranéen n'ont pas été étrangers -

officiellement du moins - à l'établissement progressif d'un état de pré-conflit commercial entre la Communauté et les Etats Unis. L'inquiétude monte aux Etats-Unis devant la perspective de l'élargissement du Marché Commun, et les responsables américains utilisent tous les éléments possibles pour se constituer un "capital de mécontentement" à mettre dans la balance quand s'ouvrira une nouvelle négociation commerciale internationale, que chacun, pratiquement, juge inéluctable maintenant : accords préférentiels en Méditerranée, mais également toutes les vieilles accusations (politique agricole protectionniste, obstacles non tarifaires aux échanges, etc.). C'est une façon comme une autre, pour les Etats Unis, de justifier une législation protectionniste élaborée depuis des mois et qui, probablement, sera entérinée lors de la prochaine session parlementaire. L'Europe, qui s'est montrée extrêmement discrète dans cette affaire, ne pourrait pas évidemment laisser passer sans réagir le Mills Bill, qui toucherait sérieusement certaines de ses exportations.

On voit mal comment les Six et Washington éviteront l'affrontement en 1971. Cette lutte risque même de dominer l'année qui débute. Pourquoi ? D'abord en raison de la nouvelle législation protectionniste, si elle est votée par le Congrès. Ensuite du fait de l'Union économique et monétaire, si les Six parviennent à un accord à son sujet; cette Union n'est évidemment pas une machine de guerre contre le dollar.

Pourtant, on l'interprète ainsi dans certains cercles de Washington. Enfin, à cause de la conclusion favorable des négociations d'élargissement, si telle est leur issue. Washington a déjà fait connaître son intention de réclamer aux Européens le juste prix de cette opération sur le plan commercial parce que (mais comment faire autrement ?) les "intérêts américains ne sont pas respectés".

Depuis 20 ans, on sait bien que, pour différentes raisons, la construction européenne n'est pas une oeuvre facile.

E U R O F L A S H

- P. 13 - AMEUBLEMENT - Autriche: SEDUS-STOLL est à capital allemand. Belgique: GEBA est à capital allemand.
- P. 13 - ASSURANCES - Allemagne: SCHWEIZERISCHE RÜCKVERSICHERUNGS renforce son contrôle indirect sur UNION & RHEIN VERSICHERUNGS.
- P. 13 - AUTOMOBILE - Belgique: WEWELER BELGIUM est à capital néerlandais. Italie: Création de DATSUN ITALIA. Pays-Bas: Constitution définitive de BRITISH LEYLAND IMPORT.
- P. 14 - BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - Belgique: ISOKERN est à capital néerlandais; MARLEY (OVERSEAS) ferme sa filiale de Bruxelles; CEMENTS DU NORD développe CEMENTS DES PRES & DE LA ROQUETTE. France: Association franco-belge dans INTERNATIONALE DE DEROCHAGE. Japon: Association néerlandais-japonaise dans GOYO-BALLAST KABUSHI KASCHA. Italie: Concentration au profit de SAIPEM; FLAMINIA NUOVA réorganise DELFINO. Pays-Bas: PROCESS ENGINEERING & CONTRACTORS s'installe à La Haye; REDLAND-BRAAS-BREDERO EUROPA devient actionnaire d'INTERBEMA; Concentration au profit de VAN HATTUM & BLANKEVOORT BEHEER.
- P. 16 - CHIMIE - Allemagne: HENKELL prend le contrôle absolu de THOMPSON SIEGEL. Italie: STUDEBAKER-WORTHINGTON développe sa filiale de Milan. Japon: Association franco-japonaise dans SHOWA SAVOIE.
- P. 17 - COMMERCE - Italie: Concentration au profit de SUPERMARKETS ITALIANI; WICODEX ouvre une succursale à Milan. Pays-Bas: S.H.V. renonce à s'intéresser à STEMMLER-IMEX.
- P. 18 - CONSTRUCTION AERONAUTIQUE - Italie: THE BOEING développe sa filiale de Rome.
- P. 19 - CONSTRUCTION ELECTRIQUE - Allemagne: ROBERTSHAW CONTROLS ferme une succursale à Baden-Baden. Belgique: GAZEL est filiale d'AUXELTRA. France: Projets industriels de RÜTSCHI AG PUMPENBAU BRUGG. Italie: ULTIMO est société-soeur de TORNADO ITALIA; Les accords SIEMENS ELETTA/ISTRUMENTI DI MISURA C.G.S. Luxembourg: Une filiale de portefeuille pour ROBERT BOSCH. Pays-Bas: Association germano-belge dans LAS-PERS.
- P. 19 - CONSTRUCTION MECANIQUE - Allemagne: HEINRICH HINZ, ELEKTROMASCHINEN & APPARATEBAU passe sous le contrôle de FELTEN & GUILLEAUME; DEUTSCHE BABCOCK & WILCOX prend le contrôle de JOSEPH KRAUSS et de CHROBOK-WERKE. Autriche: DEMAG prend le contrôle absolu de HERBERT TULIPAN FÖRDERTECHNIK & STAHLBAU. Belgique: OLBIACARD BELGIQUE et GOMITEX sont à capital allemand. France: Association franco-allemande

dans SCHENK-HERFILCO; Deux filiales d'exploitation pour BRISSONNEAU & LOTZ; Création de TOMECAPI; Constitution définitive de MACO-MEUDON; SEGUIP est filiale de POMPE GUINARD. Italie: ANC. ETS J.M. PAILLARD participe à la création d'une affaire de vente à Milan; Création de DISTRIBUTORI MACCHINE UTENSILI DA TAGLIO, à capital autrichien; PNEUBREMSE AG HOLDING fonde ITALIANA FRENI. Pays-Bas: KAWASAKI HEAVY INDUSTRIES s'installe à Rotterdam; STOKVIS & ZONEN prend le contrôle de METAALINDUSTRIE STERTIL.

- P. 23 - CUIR - Italie: SEAWAY MULTI-CORP. se défait de sa majorité dans PATTY.
- P. 23 - EDITION - Italie: BRITISH PRINTING CORP. ferme CAXTON ITALIANA. Pays-Bas: MATHERSON-SELIG LTD s'installe à Tilburg.
- P. 23 - ELECTRONIQUE - France: STE D'EXPLOITATION DE SYSTEMES INFORMATIQUES appartient à CIE BANCAIRE; SCOD-GESTION & INFORMATIQUE est filiale de POCLAIN; Création de MATHEMATICA SNECMA. Grande-Bretagne: KARL ALTENBURGER s'installe à Feltham/Mddx. Pays-Bas: TRANSYCO est filiale de LEASCO DATA PROCESSING EQUIPMENT.
- P. 25 - FINANCE - Belgique: Projet d'installation de SECURITY PACIFIC NATIONAL BANK. France: Participation suisse à la création de FINANCIERE EUROPEENNE DE L'IMPRIMERIE; Projet d'installation de SECURITY PACIFIC NATIONAL BANK. Grande-Bretagne: BANCA COMMERCIALE ITALIANA ouvre une succursale à Londres. Luxembourg: TRANSIT-BANK fonde BUSINESS CONTROL et FERNATT; Création d'EUROCOM et de SUDAMVEST. Pays-Bas: Deux filiales pour COMMERCIAL TRUST.
- P. 26 - INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Allemagne: BRITISH AMERICAN TOBACCO se défait de sa filiale DONATH-KELTEREI; ZUCKERFABRIK OBERNJESA passe sous le contrôle de ZUCKERFABRIK FRANKEN. Belgique: La réorganisation des intérêts de WATNEY MANN donne naissance à BRASSERIE MAES. France: KRAFTCO ferme sa filiale de Paris; CHOCOLATS & CONFISERIES DE LUXE appartient au groupe ROTHSCHILD. Italie: Création de STA PER L'UTILIZZAZIONE DEI MARCHI TOBLER IN ITALIA.
- P. 27 - INDUSTRIE NUCLEAIRE - Italie: Constitution définitive de K.W.U. ITALIANA.
- P. 28 - METALLURGIE - Belgique: MAGNA BELGIUM est à capital néerlandais; BLANC & C° METALLWARENFABRIK s'installe à Bruxelles; Association anglo-belge dans GHENT STEEL CENTER. Espagne: CONTINENTALE DES PRODUITS SIDERURGIQUES s'installe à Madrid. France: SCHUNK & EBE développe ELECTROGRAPHITE; SPIE-BATIGNOLLES ferme une filiale; Dissolution de FABRIQUE D'ARTICLES METALLIQUES D'ALSACE "FAMAL". Italie: WILH. FRANK ouvre une succursale à Milan; SILENT GLISS ITALIA est à capital suisse; OESTERREICHISCH-ALPINE MONTANGESELLSCHAFT simplifie ses intérêts à Milan; Concentration au profit de STA IMBALLAGGI VARI. Pays-Bas: WANZL NEDERLAND est à capital allemand; THYSSEN prend 49 % dans N.K.F. STAAL.

- P. 30 - PAPIER - Italie: BRANOPAC est à capital allemand; ELOF HANSSON INTERNATIONAL ferme une filiale à Milan.
- P. 31 - PARFUMERIE - Italie: J.B. WILLIAMS C° ferme sa filiale de Milan.
- P. 31 - PETROLE - Union Sudafricaine: Association franco-américaine dans SOUTH AFRICAN OIL REFINING.
- P. 31 - PHARMACIE - France: HOFFMANN-LA ROCHE réorganise PANTENE; CENTRE DE RECHERCHE DE BAGNEUX est filiale de SYNTHELABO.
- P. 32 - PLASTIQUES - France: PLASTIBAT est à capital belge.
- P. 32 - PUBLICITE - Autriche: S. & F. SCHULTHEISS & FÖST WERBUNG est à capital allemand. France: Association LE PROVENCAL/REPUBLIQUE dans EURO-SUD PUBLICITE.
- P. 32 - TABAC - Pays-Bas: BRITISH AMERICAN TOBACCO, s'installe à Amsterdam.
- P. 33 - TEXTILES - Autriche: JUMO-BEKLIDUNGSINDUSTRIE est à capital allemand. Belgique: OPTILON est filiale de W. ERICH HEILMANN & C°; SABEWOL ferme une filiale; Dissolution de COBELAINE. France: SOMEREN-FRANCE est à capital néerlandais; Nouvelle concentration au profit de DESCAMPS-DEMEESTERE. Pays-Bas: "HOLLAND AMERICA LIJN" prend le contrôle de BINGHAM & C°.
- P. 34 - TOURISME - Belgique: TRAVELODGE BELGIUM est filiale de TRUST HOUSES FORTE. Pays-Bas: INTERNATIONAL INDUSTRIES s'installe à Amsterdam.
- P. 35 - TRANSPORTS - Pays-Bas: SYSTEMS INTERFREIGHT NEDERLAND est filiale d'AMERICAN EXPORT INDUSTRIES.
- P. 35 - DIVERS - France: METRO-GOLDWYN-MAYER reprend à UNIVERSAL FILM sa succursale de Paris. Pays-Bas: BORSUMIJ. WEHRY prend le contrôle de J. TH. KAMLAG (jouets).
-

AMEUBLEMENT

(594/13) Les meubles de cuisine de la firme allemande GEBRÜDER BAUMANN-GEBA KÜCHEN de Löhne/Westf. (cf. n° 314 p.31) seront désormais distribués en Belgique par la nouvelle GEBA SA (capital de FB. 5 millions), créée à Marche-en-Famenne sous la direction de M. J. F. Kocinski.

Animée par M. Karl-Heinz Baumann, la fondatrice est présente depuis 1965 avec une filiale GEBA-FRANCE Sarl à Paris.

(594/13) Spécialiste en République Fédérale de chaises, fauteuils et tables pivotantes pour bureaux et ateliers (marques "Sedus", "Stoll" et "Rollboys"). la manufacture CHRISTOF STOLL KG (Waldshut/Baden) a installé en Autriche une filiale commerciale, SEDUS-STOLL GmbH (Salzburg) au capital de Sh. 1,5 million, dirigée par son directeur, M. Christof Stoll.

La fondatrice réalise avec 320 ouvriers un chiffre d'affaires annuel supérieur à DM. 20 millions.

ASSURANCES

(594/13) Poursuivant la réorganisation de ses intérêts directs et indirects en République Fédérale (cf. n° 586 p.18), le groupe de Zurich SCHWEIZERISCHE RÜCKVERSICHERUNGSGESELLSCHAFT a renforcé à 71,17 % le contrôle de son affiliée de Hanovre MAGDEBURGER FEUERVERSICHERUNGSGESELLSCHAFT (cf. n° 553 p.19) sur la compagnie d'assurances de Berlin UNION & RHEIN VERSICHERUNGS AG - où la WÜRTTEMBERGISCHE FEUER-VERSICHERUNGS AG de Stuttgart (cf. n° 475 p.16) s'est défait de son intérêt de 4,4 %.

AUTOMOBILE

(594/13) Décidée début 1970 (cf. n° 556 p.17), l'installation à Rotterdam par le groupe de Londres B. L. M. C. -BRITISH LEYLAND MOTOR CORP. (cf. n° 586 p.19) d'une filiale commerciale - en association 60/40 avec son importateur local R. S. STOKVIS & ZONEN - est devenue effective.

La nouvelle BRITISH LEYLAND IMPORT N.V. (capital de Fl. 100.000) est dirigée par MM. D. Wolters, H. H. Mulder et J. P. J. De Kleermaeker, et la participation britannique y est détenue par la filiale THE BRITISH LEYLAND INTERNATIONAL LTD (anc. THE LEYLAND CORP. LTD).

(594/14) Spécialiste aux Pays Bas d'équipements et accessoires automobiles (ressorts, amortisseurs, dispositifs hydrauliques et pneumatiques, compensateurs électriques pour freins, etc...), la firme d'Apeldoorn WEWELER N.V. (cf. n° 552 p.18) s'est donnée à Forest-Bruxelles une filiale commerciale, WEWELER BELGIUM N.V. (capital de FB. 1 million).

La fondatrice, qui s'est dernièrement assurée le contrôle des entreprises de fournitures pour garages VERENFABRIEK H.C. DOLK (La Haye) et AUTOVERENBEDRIJF J. DE GRAAF & ZN. (Rotterdam), est passée début 1970 sous le contrôle du groupe de Rotterdam N.V. MIJ. TOT EXPLOITATIE DER C.G. ROMMENHÖLLERSCHE KOOLZUUR- & ZUURSTOFWERKEN, lui-même représenté à Bruxelles-Forest par une affiliée, CARBRUX SA (cf. n 220 p.21).

(594/14) La représentation en Italie du groupe automobile de Tokyo NISSAN MOTOR C° (cf. n° 587 p.17) est désormais du ressort d'une affaire, financièrement indépendante, créée récemment à Milan sous le nom de DATSUN ITALIA SpA (capital autorisé de Li. 100 millions) et la direction de MM. Giamberto Ghielmetti (majoritaire) et Achille Mola.

Le constructeur japonais (marques Datsun, Bluebird, Cedric, Isuzu, etc..) est représenté chez les Six (cf. n° 461 p.20) par des affiliées ou firmes indépendantes, notamment DATSUN BELGIUM N.V. (Bruxelles), DATSUN FRANCE Sarl (Paris), DATSUN NEDERLAND N.V. (La Haye), etc...

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

(594/14) Le groupe de génie civil d'Amsterdam BALLAST NEDAM GROEP N.V. (cf. n° 585 p.18) a conclu une association paritaire avec le groupe japonais PENTA-OCEAN CONSTRUCTION C° pour la construction de ports, tunnels sous-marins et travaux de dragage.

Le cadre en sera l'entreprise GOYO-BALLAST KABUSHI KASCHA (capital autorisé de ¥ 100 millions), créée à cet effet à Tokyo sous la présidence de M. Tetsutaro Mizuno.

(594/14) Les groupes cimentiers CEMENTS D'ORIGNY-DESVROISE SA (Paris) - né de la récente fusion des entreprises CEMENTS D'ORIGNY SA de Paris et LA DESVROISE SA de St-Omer/P. de C. (cf. n° 583 p.20) - et CEMENTS DU NORD SA (affilié pour 35,1 % au groupe CEMENTS LAFARGE SA - cf. n° 498 p.21) ont élevé le capital de leur filiale belge (Gaurain-Ramecroix) CARRIERES, CHAUX & CEMENTS DES PRES & DE LA ROQUETTE SA à FB. 37,5 millions.

Le premier y détient sa participation directement et à travers la STE FRANCAISE DES CHAUX HYDRAULIQUES & CEMENTS DU VERMANDOIS SA (Paris); le second à travers ses filiales de Pont-à-Vendin/P. de C. CEMENTS DE PONT-A-VENDIN SA et LENS-BETON SA.

(594/16) La compagnie néerlandais-anglo-allemande REDLAND-BRAAS-BREDERO EUROPA-R.B.B. N.V. de Linschoten (cf. n° 495 p.20) a pris une participation importante, mais minoritaire, à Susteren/Limburg dans l'entreprise de tuilerie et briquetterie N.V. INTERNATIONALE BETON MIJ. INTERBEMA (cf. n° 510 p.20), qui garde pour principal actionnaire la firme allemande BETON & HARTSTEINWERK GmbH & Co KG (Möhlbergen).

R.B.B. - dont le contrôle est partagé par le groupe de matériaux de construction et génie civil VERENIGDE BEDRIJVEN BREDERO N.V. d'Utrecht (cf. n° 583 p.20), le groupe britannique REDLAND HOLDINGS LTD (à travers la société REDLAND TILES LTD de Reigate/Surrey) et sa filiale allemande BRAAS & Co GmbH (Francfort) - possède de nombreuses affiliées à l'étranger : en Italie WIERER SpA (Chienes/Bolzano) et FRATELLI WIERER SpA avec leurs affiliées (cf. n° 488 p.21), Belgique (R.B.B.B. SA), France (CIE FRANCAISE REDLAND SA), Suisse, Suède, etc...

(594/16) Le groupe de Rome FLAMINIA NUOVA SpA (cf. n° 562 p.16) a porté à Li. 2,25 milliards le capital de sa filiale de financement immobilier DELFINO SpA (cf. n° 559 p.35) et l'a transformée en DELFINO IMMOBILIARE SpA sous la direction de MM. Corrado Sofia et Roberto Japoce.

(594/16) Une concentration a été négociée aux Pays-Bas entre les groupes de génie civil VAN HATTUM & BLANKEVOORT N.V. de Beverwijk (cf. n° 578 p.18), VAN SPLUNDER'S AANNEMING-MIJ. N.V. de Ridderkerk (cf. n° 562 p.18) et AANNEMERSBEDRIJF v/h BOELE & VAN EESTEREN N.V. (La Haye) au profit de la filiale de portefeuille du premier, N.V. VAN HATTUM & BLANKEVOORT BEHEER, dont le capital libéré sera porté à Fl. 15,3 millions.

Le nouveau groupe ainsi formé, occupant 5.700 personnes (dont 4.000 pour VAN HATTUM), escompte pour 1970 un chiffre d'affaires supérieur à Fl. 380 millions (dont Fl. 280 millions pour VAN HATTUM).

CHIMIE

(594/16) Membre à Paris du groupe UGINE KUHLMANN SA (cf. n° 591 p.21), l'entreprise de réfractaires et électrodes en carbone STE DES ELECTRODES & REFRACTAIRES SAVOIE SA (cf. n° 305 p.19) a conclu avec le groupe SHOWA DENKO KK de Tokyo (cf. n° 592 p.23) un accord de collaboration technique dans le domaine des blocs de cathodes destinés à l'industrie de l'aluminium. Le cadre en sera une filiale paritaire au Japon, SHOWA SAVOIE KK (capital de ¥ 2 milliards), chargée d'exploiter à Nagahama une usine d'une capacité annuelle de 30.000 t./an, qui sera opérationnelle fin 1972 après un investissement de la contrevaletur de F. 100 millions.

SHOWA DENKO était déjà lié à une autre filiale du groupe français, NIHON-FRANCOLOR Co LTD (Kobé), au sein d'une filiale paritaire à Tokyo, SHOWA UGKA KK.

(594/15) Une association conclue en France entre les groupes de génie civil d'Anvers ACKERMANN & VAN HAAREN SA (cf. n° 569 p.17) et de Paris HERSENT SA (affilié pour 25 % à la compagnie GRANDS TRAVAUX DE L'EST SA - cf. n° 540 p.15) a été sanctionnée par la formation à Paris de la STE INTERNATIONALE DE DEROCHAGE-SIDEROCC SA (capital de F. 6 millions).

Celle-ci est présidée par M. Claude F. Hersent et dirigée par M. Bernard Jaillet. La participation belge est détenue par la filiale STE DE DRAGAGE, DEROCHAGE & TRANSPORTS SA (Paris).

(594/15) L'entreprise de construction immobilière PROCESS ENGINEERING & CONTRACTORS LTD de Londres a installé une filiale à La Haye, PROCESS ENGINEERING & CONTRACTORS N.V. (capital autorisé de Fl. 1 million), dirigée par M. M.P. Bloemsma.

(594/15) La compagnie de génie civil de Haarlem J.P.A. NELISSEN GROEP N.V. (cf. n° 585 p.19) a constitué à Bruxelles la société ISOKERN N.V. (capital de FB. 495.000), dirigée par MM. J. Nélisten, F. Schmidt et J. Oudenhoven, et dans laquelle elle est associée à parité avec la firme néerlandaise de travaux de construction BOUW- & HANDELSMIJ. SCHMIDT N.V. (Haarlem).

(594/15) Animée par M. Armando Sarti, la société italienne de génie civil SACMI IMPIANTI SpA (Milan et Bologne) a pris un intérêt minoritaire à Paris dans la firme d'études industrielles et de matériaux SETRIM SA (capital de F. 842.000), qu'animent MM. Fernand Jancou et F. Andrieux.

(594/15) Membre du groupe tuilier britannique MARLEY TILE (HOLDING) C° LTD de Sevenoaks/Kent (cf. n° 561 p.17), la compagnie MARLEY (OVERSEAS) LTD (Sevenoaks) a procédé à la dissolution anticipée de sa filiale d'Ixelles-Bruxelles MARLEY FLOOR TILE Cy (BELGIUM) SA.

Dans le pays, le groupe reste présent avec des intérêts minoritaires dans la compagnie FADEMAC-STE POUR LA FABRICATION DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION SA (Schoonaarde), où il a notamment pour associé l'entreprise française de revêtements de sols STE DES DALLES & PRODUITS AMIANTES-DALAMI SA (Vernouillet/Yvelines), membre du groupe international ETERNIT (cf. n° 560 p.44).

(594/15) Le groupe public de Rome E.N.I.-ENTE NAZIONALE IDROCARBURI SpA (cf. n° 592 p.20) a simplifié ses structures en faisant absorber par la compagnie de génie civil et travaux pétroliers SAIPEM SpA de Milan (cf. n° 590 p.18) la firme SIPO SpA (Palerme).

(594/17) Le groupe STUDEBAKER-WORTHINGTON INC. de New York (cf. n° 592 p.30) a porté à Li. 100 millions le capital de son affiliée de Milan S.T.P. ITALIA SpA (cf. n° 590 p.22) pour en financer l'expansion.

Animée par MM. Paolo A. Gamboni et Anthony Granatelli, celle-ci, spécialisée dans les additifs chimiques pour lubrifiants et graisses industrielles (pour automobile notamment), a été créée récemment par la filiale à 89 % S.T.P. CORP. (Des Plaines/Ill.) du groupe de New York. Elle s'est dernièrement assurée le contrôle dans le pays de la firme CEOM SpA.

(594/17) La compagnie de Düsseldorf HENKEL GmbH (cf. n° 590 p.21) a négocié le rachat de la participation de 50 % de la firme de Cologne SIDOL-WERKE SIEGEL & C° KG (cf. n° 577 p.20) dans l'entreprise de produits chimiques d'entretien, colles, enduits, etc... THOMPSON SIEGEL GmbH de Düsseldorf (cf. n° 554 p.20), dont elle a ainsi désormais le contrôle absolu.

Celle-ci (capital de DM. 21 millions), qui occupe plus de 2.300 personnes, possède trois filiales commerciales : SIEGEL WERKE GmbH VERTRIEBS-GESELLSCHAFT, THOMPSON-WERKE GmbH VERTRIEBSGESELLSCHAFT et THOM-SIT VERTRIEBS GmbH FÜR VERLEGEWERKSTOFFE.

COMMERCE

(594/17) Créée à Zurich fin 1967 et spécialisée dans l'import-export de produits et marchandises yougoslaves, la société WICODEX AG, qu'animent MM. K.E. Brunschwiller et D. Kristie, a ouvert à Milan une succursale dirigée par M. Claudio Gelleni.

(594/17) Le groupe S.H.V.-STEENKOLEN HANDELS-VEREENIGING N.V. d'Utrecht (cf. n° 585 p.19) a renoncé à acquérir une participation importante, mais minoritaire, dans la firme d'import-export de matériels des pays de l'Est STEMMLER-IMEX N.V. (Hilversum).

Le principe de cette opération avait été négocié en juillet 1970 (cf. n° 575 p.17) et sanctionné par la nomination au conseil de STEMMLER-IMEX de M. B.L.E. Spee.

(594/18) Une concentration a été réalisée en Italie entre les firmes de vente au détail de produits de grande consommation UNISPESA SpA (Florence) et SUPERMARKETS ITALIANI SpA de Milan (cf. n° 116 p.14) au profit de la seconde.

Animée par MM. Herman F. Krantz, B. Capratti, D. Haweel et R. Voumard, celle-ci appartient au groupe de New York I.B.E.C. -INTERNATIONAL BASIC ECONOMY CORP. (cf. n° 582 p.33) et est également affiliée pour 29,69 % au groupe de Milan LA CENTRALE-FINANZIARIA GENERALE SpA (cf. n° 592 p.21), directement et à travers sa filiale de portefeuille PERSEUS SpA (Milan).

CONSTRUCTION AERONAUTIQUE

(594/19) Le groupe aéronautique THE BOEING C° de Seattle/Wash. (cf. n° 584 p.24) a étoffé le réseau de sa filiale de Rome BOEING INTERNATIONAL SpA en la dotant à Milan d'une succursale dirigée par M. Mark W. John.

CONSTRUCTION ELECTRIQUE

(594/19) Spécialistes d'appareils électroménagers, les compagnies suisses associées TORNADO AG (Bâle) et ELEMO-EMB ELEKTROMO-TORENBAU AG de Birsfelden (cf. n° 518 p.23) ont renforcé leur réseau commercial en Italie en créant à Milan - avec succursales à Bologne et Turin - la société ULTIMO SpA (capital de Li. 60 millions), que dirigent MM. Giacomo Garrone, président, Franco de Meo et A. Bill (Bâle).

Les fondatrices étaient déjà présentes dans le pays avec la filiale TORNADO ITALIA SpA (Cologno Monzese), que préside également M. G. Garrone (cf. n° 392 p.22).

(594/19) Une association paritaire conclue aux Pays-Bas entre les firmes allemande LICHTGITTER GmbH (Stadtlohn/Westf.) et belge ROOSTER- & METAALFABRIEK VAN MANDERFELD "STACO"-CAILLEBOTIS & METALLURGIE STACO MANDERFELD SA (Liège) a donné naissance à la firme LAS-PERS N.V. (Oss) au capital de Fl. 300.000.

Dirigée par Mme G.E. Derksen-Sep, celle-ci sera spécialisée dans les grillages métalliques pour électrodes et protection électrique.

(594/19) Le groupe électrique de Stuttgart ROBERT BOSCH GmbH (cf. n° 585 p.26) s'est donné à Luxembourg une filiale de portefeuille, ROBERT BOSCH FINANZ-HOLDING (LUXEMBOURG) SA (capital de F. Lux. 60 millions), directement contrôlée par la filiale de Zurich ROBERT BOSCH INTERNATIONALE BETEILIGUNGEN AG (anc. NETOLA VERWALTUNGS AG - cf. n° 390 p.19), qui lui a apporté sa participation dans la filiale de Tirlemont/Brabant ROBERT BOSCH BELGIË N.V. (cf. n° 575 p.18).

(594/19) L'entreprise suisse de pompes centrifuges et pompes spéciales pour industries chimique et nucléaire K. RÜTSCHI AG, PUMPENBAU BRUGG (Brugg) prépare l'installation d'une filiale industrielle en France (Mulhouse/Ht Rhin).

(594/19) La compagnie belge AUXELTRA-ELECTRIFICATION & TRAVAUX SPECIAUX SA de St-Josse-ten-Noode (cf. n° 512 p.28) s'est donnée une filiale à Forest-Bruxelles, GAZEL SA (capital de FB. 1 million), dont l'objet est l'entretien et la réparation de tous appareils à gaz et à électricité.

(594/19) Une association pour la fabrication en Italie de contacteurs électriques sous licence du groupe SIEMENS AG de Berlin et Munich (cf. n° 592 p.26) a été négociée entre la compagnie de Milan SIEMENS ELETTRA SpA (cf. n° 583 p.34) et la filiale de composants électroniques ISTRIMENTI DI MISURA C.G.S. SpA de Milan (cf. n° 575 p.22) du groupe de Florence BASTOGI-STA ITALIANA PER LE STRATE FERRATE MERIDIONALI SpA (cf. n° 586 p.32).

Le cadre en sera une filiale commune à Casoria/Napoli, COSTRUTTORI ASSOCIATI MERIDIONALI SpA (capital autorisé de Li. 400 millions).

(594/19) Le groupe d'appareillages électriques de contrôle (thermostats notamment) ROBERTSHAW CONTROLS C° de Richmond/Va. (cf. n° 592 p.28) a allégé ses intérêts chez les Six en fermant la succursale en République Fédérale (Baden-Baden) de sa filiale d'Amsterdam ROBERTSHAW EUROPA N.V. - où il vient de reprendre la participation que détenait depuis 1965 (cf. n° 333 p.23) la CIE DES COMPTEURS SA (Paris), membre du groupe SCHLUMBERGER LTD (New York).

CONSTRUCTION MECANIQUE

(594/19) Le groupe japonais de mécanique lourde et moteurs marins KAWASAKI HEAVY INDUSTRIES LTD de Kobé (cf. n° 452 p.20) a installé à Rotterdam une filiale commerciale, de réparation et prestation de services, KAWASAKI MOTORS N.V. (capital autorisé de Fl. 1,8 million), dont il partage le contrôle 50/50 avec le groupe d'Osaka C. ITOH & C° LTD (cf. n° 392 p.21).

(594/20) Connue pour ses petits appareils de bureau (équerres, règles, compas, machines taille-crayons, perceuses, encres, agrafeuses, etc...), la firme française ANC. ETS. J.M. PAILLARD SA (cf. n° 572 p.24) a participé à la création à Milan de la STA DI DISTRIBUZIONE J.M. PAILLARD ITALIANA Sas DI COHEN DAVIDE & C° (Fonds de commandite de DM. 10 millions), que dirigent MM. D. Cohen, L. Picciotto et A. Picciotto, associés majoritaires.

(594/20) Des intérêts allemands portés par M. Paul Franck (Hessen) ont été à l'origine à Kettenis/Belgique : 1°) de la firme de garnitures de cartes OLBIACARD BELGIQUE SA (capital de FB. 2 millions); 2°) de l'entreprise de tissus pour cartes, tissus caoutchoutés, tissus industriels, etc... GOMITEX SA (capital de FB. 4 millions).

Celles-ci disposent d'une société-soeur en Italie, OLBIACARD SpA (Cagliari), créée en octobre 1970 au capital de Li. 1 million.

(594/20) Le groupe mécanique et métallurgique DEMAG AG de Duisburg (cf. n° 588 p.27) a acquis de la famille Tulipan la participation qui lui manquait pour avoir le contrôle absolu en Autriche de l'entreprise de matériels de manutention HERBERT TULIPAN FÖRDERTECHNIK & STAHLBAU GmbH de Salzburg (cf. n° 584 p.27), où il était devenu majoritaire courant 1970 (cf. n° 564 p.26).

(594/20) La compagnie de portefeuille PNEUBREMSE AG HOLDING de Zurich a été à l'origine à Milan de la firme d'importation et distribution d'outillages et équipements mécaniques et pneumatiques pour freins S.I.F. - STA ITALIANA FRENi SpA (capital de Li. 14 millions), que dirige M. Augusto Legnazzi et où elle a pour associée (50 %) la société FREMAG Srl (Milan).

(594/20) Affiliée pour 20 % chacun aux groupes automobiles REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT SA de Boulogne-Billancourt (cf. n° 589 p.32) et AUTOMOBILES PEUGEOT SA (cf. n° 591 p.34), l'entreprise mécanique SA DES ETS BRISSONNEAU & LOTZ de Paris (cf. n° 582 p.21) s'est donnée deux filiales d'exploitation : BRISSONNEAU & LOTZ CHAUDRONNERIE SA et BRISSONNEAU & LOTZ MARINE SA, toutes deux à Paris, au capital de F. 100.000 et présidées par M. Noël Duclos.

La première assurera la gestion de l'usine de chaudronnerie et mécanique générale de Nantes-Doulon/Loire Atlantique de sa fondatrice; la seconde celle de son usine de matériels et appareils de navire de Nantes-Carquefou/L.A.

(594/21) Spécialiste en République Fédérale de filtres de clarification pour liquides, retors à cadre pour nettoyage par centrifugation, agents filtrants, etc..., la compagnie SCHENK FILTERBAU GmbH (Schwäbisch Gmünd) a conclu en France une association 51/49 avec la société HERFILCO SA de Clichy-sous-Bois/Seine-St-Denis (cf. n° 559 p.28), sanctionnée par la formation de la société de vente SCHENK-HERFILCO Sarl (capital de F. 70.000), gérée par MM. Christian Beer et B. van der Heyden.

La fondatrice française, affiliée à la compagnie américaine HERCULES FILTER C° (Hawthorne/N.J.), est licenciée notamment de la firme allemande ERNST HEINKEL MASCHINENBAU GmbH (Karlsruhe) pour ses centrifugeuses pour industrie chimique. Animé par MM. E. Schenk et Ch. Beer, le partenaire allemand dispose d'une filiale à Londres, SCHENK FILTER GmbH, et a des liens étroits avec les entreprises mécaniques W. & W. SCHENK KG (Maulbronn) et SCHENK WERKZEUG & MASCHINENBAU GmbH (Schwäbisch Gmünd).

(594/21) Des intérêts autrichiens portés par M. Helmut Fleischmann (Ingazo/Milano) ont été à l'origine à Milan de la firme d'importation et distribution de machines-outils et outillages mécaniques SI.M.UT.-DISTRIBUTORI MACCHINE UTENSILI DA TAGLIO Srl (capital de Li. 0,9 million).

(594/21) Le groupe de Rotterdam R.S. STOKVIS & ZONEN (cf. n° 590 p.49) a négocié la reprise au groupe minier N.D.S.M.-NEDERLANDSE STAATSMIJNEN N.V. de Heerlen (cf. n° 585 p.21) de son contrôle sur la firme d'équipements de manutention et plateformes de déchargement N.V. METAALINDUSTRIE STERTIL N.V. (Kootstertille).

Animée par M. R.J.D. Dubbeldam, celle-ci (220 ouvriers) verra ses fabrications coordonnées avec celles de la filiale STOKVIS-KELLEY N.V. (cf. n° 519 p.25) que s'est donné en 1968 le groupe de Rotterdam en association avec la compagnie KELLEY C° INC. (Milwaukee/Wis.).

(594/21) Née de la récente (cf. n° 589 p.32) fusion des entreprises françaises de compresseurs MACO Sarl (Lyon) et d'outillages pneumatiques FORGES & ATELIERS DE MEUDON SA (Paris), la compagnie MACO-MEUDON SA (capital de F. 7,4 millions) appartient pour 74 % au groupe MARINE FIRMINY SA.

Présidée par M. H. Rambaud et dirigée conjointement par MM. A. Clavel (MACO) et A. Trin (MEUDON), la nouvelle affaire, forte de 750 employés, réalisera un chiffre d'affaires annuel avoisinant F. 60 millions avec ses usines de Meudon/Hts-de-Seine, Montbrison/Loire et Lyon; elle dispose d'une filiale à Turin, MACO ITALIA Srl.

(594/22) Affiliée du groupe britannique BABCOCK & WILCOW LTD (cf. n° 586 p.28) et du groupe mécanique de Berlin DIAG-DEUTSCHE INDUSTRIE-ANLAGEN GmbH (cf. n° 584 p.23), la compagnie DEUTSCHE BABCOCK & WILCOX GmbH d'Oberhausen/Rhld. (cf. n° 589 p.32) a négocié la prise du contrôle absolu des firmes de machines de transformation plastique JOSEPH KRAUSS GmbH, MASCHINEN-FABRIK (Köln-Merheim) et CHROBOK-WERKE GmbH d'Heidelberg-Eppelheim - avec son affiliée CHROBOK-HOFFMANN KG (Heidelberg). Celles-ci, qui occupent respectivement 300 et 100 ouvriers, réalisent ensemble un chiffre d'affaires annuel de DM. 20 millions environ.

Poursuivant la rationalisation de ses intérêts, DEUTSCHE BABCOCK & WILCOX a par ailleurs cédé à sa filiale BÜTTNER-SCHILDE-HAAS AG de Krefeld-Uerdingen (cf. n° 580 p.27) son contrôle direct sur la firme d'équipements de chauffage et générateurs de vapeur VEREINIGTE KESSELWERKE AG de Düsseldorf (cf. n° 533 p.26).

(594/22) En cours d'étroit rapprochement avec le groupe I. T. T. -INTERNATIONAL TELEPHONE & TELEGRAPH CORP. de New York (cf. n° 591 p.37), la compagnie française ETS POMPES GUINARD SA de Saint-Cloud/Hts-de-Seine (cf. n° 580 p.28) a fait apport de son Département "Pulvérisateurs" (évalué à F. 1,5 million) à une filiale créée à cet effet à Maresquel/Pas-de-Calais sous la présidence de M. E. Dauquechin-Dorval et la direction de M. Jean Voirin, SEGUIP SA (capital de F. 2 millions), dont elle partage le contrôle 80/20 avec la société ETS EVRARD SA de Baurainville/P. de C. (apporteuse d'un immeuble à usage industriel).

(594/22) Affilié aux groupes luxembourgeois ARBED SA (cf. n° 583 p.29) et néerlandais N.V. PHILIPS' GLOEILAMPENFABRIEKEN (cf. n° 592 p.43), le groupe allemand FELTEN & GUILLEAUME CARLSWERKE AG de Köln-Mülheim (cf. n° 586 p.24) a diversifié ses intérêts au profit de sa filiale de Krefeld et Nordenham FELTEN & GUILLEAUME SCHALTANLAGEN GmbH : celle-ci a pris le contrôle absolu à Braunschweig de l'entreprise de moteurs centrifuges et antistatiques à ventilateurs pour industrie chimique HEINRICH HINZ, ELEKTROMASCHINEN & APPARATEBAU, que dirigent MM. H. Hinz et W. Schreiber et qui occupe 300 personnes.

(594/22) Lès entreprises françaises ATELIERS & CHANTIERS DE LA BASSE-SEINE & LOZAI REUNIS Sarl (Petit-Quévilly/Seine Mme), COCENTALL SA (Mulhouse/Ht Rhin), ENTREPOSE SA de Paris (groupe VALLOUREC SA - cf. n° 581 p.34) et AZOTE & PRODUITS CHIMIQUES SA (capital en cours d'augmentation à F. 220 millions) de Paris (groupe ENTREPRISE MINIERE & CHIMIQUE-EMC SA - cf. n° 591 p.34) se sont associées pour constituer à Toulouse la compagnie TOMECAPI SA (capital de F. 905.000).

Présidée par M. Patrik Peugeot, celle-ci a pour objet la réalisation de tous travaux de construction mécanique, chaudronnerie industrielle, façonnage de matières plastiques etc...

CUIR

(594/23) Le groupe financier de Toronto SEAWAY MULTI-CORP. LTD (anc. SEAWAY HOTELS LTD) s'est défait au profit d'intérêts suisses d'une partie de son contrôle (80 %) en Italie sur la firme d'articles de voyages en cuir PATTY SpA de Frosinone/Roma (cf. n° 548 p.40), dont il demeure cependant le principal actionnaire avec 48 %.

C'est en 1969 que SEAWAY MULTI avait acquis, au prix de \$ 0,8 million, des groupes FASCO (à travers le holding ARATOF AG d'Eschen/Liechtenstein) et BANK OF AMERICA (à travers FINABAI SA de Luxembourg) le contrôle de PATTY et de sa filiale de vente PATTY COMMERCIALE SpA (Rome).

EDITION

(594/23) Membre à Croydon/Surrey du groupe EDEN FISHER HOLDINGS LTD (Londres), la compagnie d'édition et impression de papiers d'emballage, cartes, échantillons publicitaires, etc... MATHERSON-SELIG LTD a installé aux Pays-Bas une filiale commerciale, MATHERSON-SELIG N.V. (Tilburg) au capital de Fl. 10.000, dirigée par MM. D. Wyndham-Smith, D.H. Underhill et M. O. Rudkin.

(594/23) Le groupe de Londres B.P.C. -BRITISH PRINTING CORP. (cf. n° 587 p.28) a rationalisé ses intérêts en Italie en mettant fin aux activités à Milan de la société CAXTON ITALIANA Srl (cf. n° 425 p.18), qu'il contrôle à travers la compagnie INTERNATIONAL LEARNING SYSTEMS CORP. LTD acquise début 1970 (cf. n° 499 p.24).

ELECTRONIQUE

(594/23) Spécialiste en République Fédérale de composants métalliques spéciaux pour contrôle électronique des températures, de l'éclairage, moteurs, etc..., la firme KARL ALTENBURGER KG de Jestetten/Baden (cf. n° 497 p.22) a pris pied au Royaume-Uni en créant à Feltham/Mddx. la société ALTENBURGER ELECTRONICS LTD (capital de £ 5.000), dirigée par MM. Richard W. Hiscore et G.N. Burgess.

La fondatrice possède sous son nom plusieurs filiales ou affiliées à l'étranger (cf. n° 380 p.30), notamment à Vienne et à Zurich.

(594/24) Les intérêts aux Pays-Bas (cf. n° 476 p.19) du groupe américain de prestation de services en informatique, programmation, élaboration de "software" et location d'ordinateurs et matériels périphériques LEASCO DATA PROCESSING EQUIPMENT CORP. (cf. n° 552 p.28) se sont enrichis d'une affaire à La Haye, TRANSYCO N.V. (capital de Fl. 1 million), dirigée par M. G.J. Klomp. Spécialisée dans les prestations de services en matière de transports notamment (cf. n° 541 p.27), la nouvelle affaire - affiliée au groupe par l'intermédiaire de la filiale de New York LEASCO WORLD TRADE C° LTD - a eu pour autres fondateurs (à parité) les groupes K.L.M.-KON. LUCHTVAART MIJ. N.V. (La Haye), N.V. NEDERLANDSE SPOORWEGEN (Utrecht) et INTERNATIO-MÜLLER N.V. (à travers la filiale Wm. H. MÜLLER & C° N.V. de Rotterdam).

LEASCO WORLD TRADE a déjà plusieurs affiliées directes ou indirectes dans le pays, notamment à Rotterdam les firmes N.V. INSTITUUT VOOR ELECTRONISCHE ADMINISTRATIE-I.E.A. et SYSTEMS & RESEARCH NEDERLAND N.V. ainsi qu'à Amsterdam les compagnies C.L.M. COMPUTER LEASING MIJ. N.V. et ASSOCIATED INDUSTRIAL CONSULTANTS NEDERLAND N.V.

(594/24) La STE D'ETUDES & DE PARTICIPATIONS EN INFORMATIQUE-SEPI SA de Paris (cf. n° 578 p.29) a constitué la S.E.S.I.-STE D'EXPLOITATION DE SYSTEMES INFORMATIQUES SA (capital de F. 100.000) qui, sous la présidence de M. Claude Gruson, a pour mission la mise au point de programmes de software et la "gestion" d'un ordinateur à l'usage principal du groupe CIE BANCAIRE SA de Paris (cf. n° 589 p.42).

La fondatrice appartient en effet à ce dernier directement pour 25 % et à travers ses filiales ou affiliées de Paris UNION FRANCAISE DE BANQUES SA (filiale à 66,61 %), CETELEM-CREDIT A L'EQUIPEMENT DES MENAGES SA (50,34 %), UNION DE CREDIT POUR LE BATIMENT SA (31,73 %), STE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS DE FRANCE-SINVIM SA (25,75 %) et CIE FRANCAISE D'EPARGNE & DE CREDIT SA (25,33 %).

(594/24) Le groupe français de matériels de génie civil POCLAIN SA du Plessis-Belleville/Oise (cf. n° 587 p.27) s'est donné à Paris une filiale de software, STE DE CONSEILLERS DE DIRECTION-SCOD-GESTION & INFORMATIQUE SA (capital de F. 0,4 million), que préside M. Robert Jourdain et dirige M. Jacques de Larquier.

(594/24) La SNECMA-STE NATIONALE D'ETUDES & DE CONSTRUCTION DE MOTEUR D'AVIATION SA de Paris (cf. n° 542 p.23) s'est donnée une filiale de prestations de services, conseils en gestion, traitement de l'information, etc..., MATHEMATICA SNECMA SA (Paris) au capital de F. 100.000, que préside M. Honnau.

FINANCE

(594/25) Né en 1968 de la fusion des banques de Los Angeles SECURITY FIRST NATIONAL BANK (cf. n° 547 p.31) et San Francisco PACIFIC NATIONAL BANK OF SAN FRANCISCO, le groupe SECURITY PACIFIC NATIONAL BANK (actif de plus de \$ 7,4 milliards) s'apprête à prendre pied chez les Six en installant des bureaux de représentation à Paris - dirigé par M. Michel Setlak, vice-président chargé des affaires internationales - et à Bruxelles.

La fondatrice est présente depuis le début 1970 à Londres avec une succursale dirigée par M. Robert E. McCarthy, et elle y détient un intérêt de 24 % dans la WESTERN AMERICAN BANK (EUROPE) LTD (cf. n° 531 p.36).

(594/25) La compagnie de portefeuille suisse SERVIM SA (Neuchâtel) a présidé et participé pour 30 % à la création à Paris de la société FEDI-FINANCIERE EUROPEENNE DE L'IMPRIMERIE SA (capital de F. 100.000), que préside M. A. Hude (actionnaire pour 25 %) et qui a pour administrateurs MM. A. Gachon (25%) et A. Maignan (18 %).

La nouvelle affaire a pour vocation la prise de participations dans des entreprises d'imprimerie.

(594/25) Membre à Baltimore/Md. du groupe d'électronique CONTROL DATA CORP. (Minneapolis), le holding COMMERCIAL TRUST C° (cf. n° 592 p.37) a constitué à La Haye les sociétés financières, de crédit et leasing de matériels industriels, véhicules, ordinateurs, etc... COMMERCIAL CREDIT LEASING NEDERLAND N.V. et COMMERCIAL CREDIT SERVICES NEDERLAND N.V. (capital de Fl. 100.000 chacune), dirigées l'une et l'autre par M. James D. Knight et directement contrôlées par la filiale COMCO INTERNATIONAL INC. (Wilmington/Del.).

COMMERCIAL TRUST a récemment mis en place à Francfort et à Milan, sous les mêmes raisons sociales, quatre sociétés à même vocation (cf. n° 591 p.35).

(594/25) Filiale à Luxembourg de la TRANSIT-BANK AG de Zurich, la DEPOSIT & FINANCE BANK SA (cf. n° 588 p.32) y a présidé à la création des compagnies de portefeuille BUSINESS CONTROL SA (capital de F. Lux. 100.000) et FERNATT SA (F. Lux. 100.000), toutes deux présidées par M. Jürg Aschwanden.

(594/25) Membre à Milan du groupe I.R.I.-ISTITUTO PER LA RICOSTRUZIONE INDUSTRIALE SpA (Rome), la BANCA COMMERCIALE ITALIANA SpA (cf. n° 591 p.36) a renforcé ses intérêts à l'étranger en ouvrant une succursale à Londres.

La fondatrice est ainsi, après la BANCA NAZIONALE DEL LAVORO SpA de Rome (cf. n° 587 p.31), la seconde banque italienne (cf. n° 584 p.31) à disposer de bureaux permanents en Grande-Bretagne - certaines autres y possédant néanmoins des représentations.

(594/26) La BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG SA (cf. n° 590 p.37) a fondé les sociétés de portefeuille SA EUROCOM (capital de F. Lux. 10 millions), dont les premiers administrateurs sont MM. Ady Colas, Johny Seywert et Jean Krier, et SUDAMVEST SA (F. Lux. 1 million), axée sur les valeurs sud-américaines avec pour premiers administrateurs MM. Léon Goerens, Théo Schartz et Jean Krier.

INDUSTRIE ALIMENTAIRE

(594/26) Le groupe de Londres BRITISH AMERICAN TOBACCO C° LTD-B.A.T. (cf. n° 585 p.47) a rationalisé ses intérêts en République Fédérale en cédant à l'entreprise de spiritueux, liqueurs et jus de fruits ANTON RIEMERSCHMID WEINBRENNEREI & LIKOR-FABRIK K.G. (Munich) son contrôle à 70 % environ sur la firme de jus de fruits DONATH-KELTEREI GmbH & C° KG d'Unterföhring (cf. n° 431 p.29).

Connue pour ses marques Donath et Banjo, celle-ci réalise avec 250 personnes un chiffre d'affaires supérieur à DM. 20 millions/an, celui de sa nouvelle compagnie-mère (marque Kängeruth, Sangrita, Escorial, etc...) s'établissant à plus de DM. 50 millions/an.

(594/26) La récente mise en faillite (cf. n° 593 p.33) de la filiale à Turin CHOCOLAT TOBLER CIA-ITALO SVIZZERA SpA du groupe de Palerme CHOCOLAT TOBLER AG, que coiffe le holding INTERFOOD SA (cf. n° 583 p.32), a conduit ce groupe à créer à Milan la STA PER L'UTILIZZAZIONE DEI MARCHI TOBLER IN ITALIA SpA.

Au capital autorisé de Li. 0,5 milliard et dirigée par M. Tell A. Sandoz, cette nouvelle filiale assurera la diffusion de ses marques et produits en Italie.

(594/26) Présent depuis peu à Molenbeck-St-Jean avec une filiale commerciale, WATNEY BELGIUM N.V. (cf. n° 591 p.40), le groupe brassicole de Londres WATNEY MANN LTD a rationalisé ses intérêts en Belgique en fusionnant son affiliée de Waarloos BROUWERIJ MAES N.V. (cf. n° 543 p.29) avec l'entreprise de Châtelet WATNEYS SA (cf. n° 551 p.30), directement contrôlée par le holding de Luxembourg WATNEY MANN SA.

En rémunération d'actifs bruts de FB. 483,9 millions, l'entreprise absorbante a porté son capital à FB. 332 millions, puis elle a transféré son siège à Waarloos et s'est transformée en SA BRASSERIE MAES-BROUWERIJ MAES N.V.

(594/27) Le groupe alimentaire KRAFTCO CORP. de New York a procédé à la dissolution anticipée à Paris de la société KRAFT SA, dont il partageait le contrôle avec sa filiale de Forest-Bruxelles FROMAGERIE FRANCO-SUISSE LE SKI SA.

Le groupe avait déjà (cf. n° 576 p.42) procédé à une opération de même nature avec une autre filiale de Paris, FROMAGERIE FRANCO-SUISSE SA.

(594/27) Dernièrement passée (cf. n° 578 p.35) sous le contrôle de la CIE DU NORD SA de Paris (groupe ROTHSCCHILD SA - cf. n° 593 p.31), la maison française de chocolat et confiserie (marque "Royat") et d'exploitation de magasins de confiserie (enseigne "A la Marquise de Sévigné") SA DES ETS ROUZAUD "A LA MARQUISE DE SEVIGNE" (Royat/Puy-de-Dôme) s'est transformée en société de portefeuille après avoir fait apport de l'ensemble de ses actifs industriels et commerciaux à une filiale créée à cet effet, CHOCOLATS & CONFISERIES DE LUXE SA (Puteaux/Hts-de-Seine) au capital de F. 4,8 millions, que préside M. Delepau.

Forte de 300 salariés, la maison de Royat, qui possède une filiale à Londres, LONDON HOUSE LTD, a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires de F. 6,4 millions.

(594/27) Membre à Ochsenfurt du groupe sucrier de Mannheim SÜDDEUTSCHE ZUCKER AG (cf. n° 576 p.41), la compagnie ZUCKERFABRIK FRANKEN GmbH (chiffre d'affaires de DM. 180 millions) a acquis le contrôle à 76 % de la sucrerie d'Obernjesa-Göttingen ZUCKERFABRIK OBERNJESA AG.

Animée par MM. A. Block, A. Eisenacher et H. Mehrle, celle-ci (capital de DM. 1,4 million) réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ DM. 18,5 millions.

INDUSTRIE NUCLEAIRE

(594/27) MM. Adolfo Bax et C.L. Triangali sont respectivement président et administrateur délégué de la compagnie d'engineering nucléaire K.W.U. ITALIANA SpA (cf. n° 583 p.34), définitivement constituée à Milan au capital de Li. 1,2 million, à parité par les groupes allemands SIEMENS AG (cf. supra, p.19) et AEG TELEFUNKEN AG (cf. n° 593 p.23) - à travers leurs filiales respectives SIEMENS ELETTRA SpA (cf. n° 583 p.34) et AEG-SOC. ITALIANA SpA (Milan) - ainsi que leur filiale paritaire K.W.U.-KRAFTWERKE UNION AG de Mülheim/Ruhr (cf. n° 569 p.29).

METALLURGIE

(594/28) Connue en République Fédérale pour ses réipients en acier inoxydable (évier, bacs) pour laiteries, abattoirs, etc..., la firme d'Oberdingen BLANC & C° METALLWARENFABRIK (cf. n° 561 p.35) s'est donnée une filiale commerciale à Anderlecht-Bruxelles, BLANCO Sprl (capital de FB. 1 million), avec MM. Heinz Blanc et Alfred Rohatin pour gérants.

La fondatrice est présente depuis 1965 aux Pays-Bas avec une filiale à Sneek, BLANCO N.V., et depuis mai 1970 en Suisse avec une filiale de portefeuille à Zug, BLANC AG.

(594/28) Une association entre les entreprises métallurgiques belges ANC. ETS NOBELS-PEELMAN SA de St-Nicolas-Waas (cf. n° 530 p.27) et britannique JOHN WILLIAMS OF CARDIFF LTD (Cardiff) a donné naissance à Gand à l'entreprise de négoce de fer GHENT STEEL CENTER SA (capital de FB. 10 millions).

Celle-ci distribuera notamment les produits de la nouvelle usine de charpentes lourdes de Gand du partenaire belge (chiffre d'affaires de FB. 700 millions en 1969).

(594/28) Représentée jusqu'ici en Italie par la firme RABALDI Srl (cf. n° 579 p.24), l'entreprise suisse de rails métalliques pour rideaux K. BRAT-SCHI, SILENT GLISS (Berne) a créé à Milan sa propre filiale de vente, SILENT GLISS ITALIA Srl (capital de Li. 10 millions), dirigée par MM. K. Minder et W. von Dach.

(594/28) Spécialiste en République Fédérale de travaux de chaudronnerie, métallurgie, carrosserie, etc..., la firme WANZL & SOHN DRAHT- & METALLWARENFABRIK-SELBSTBEDIENUNGSGERÄTE oHG de Leipheim/Donau (cf. n° 590 p.42) s'est donnée à Breda une filiale commerciale, WANZL NEDERLAND N.V. (capital de Fl. 150.000), dirigée par M. F.J.A. Beerens.

Animée par M. Rudolf Wanzl, la fondatrice, qui réalise avec 500 personnes un chiffre d'affaires annuel supérieur à DM. 26 millions, est présente depuis peu en Autriche avec une filiale sous son nom à Vienne.

(594/28) La STE CONTINENTALE DES PRODUITS SIDERURGIQUES-COSID SA de Paris (affiliée au groupe public E.R.A.P.-ENTREPRISE DE RECHERCHE & D'ACTIVITES PETROLIERES SA - cf. n°s 433 p.24 et 581 p.45) s'est donnée à Madrid une filiale à 50 %, COSID IBERICA SA (capital de Ptas 1,2 million). A l'étranger, elle avait jusqu'ici une filiale à Woluwe-St-Pierre, COSID BELGE SA.

(594/29) Spécialiste en République Fédérale de grosse quincaillerie pour le bâtiment (échafaudages tubulaires, huisserie pour fenêtres, tabatières, échelles dépliantes en métal, etc... de marque "Roto"), la firme WILH. FRANK GmbH de Leinfelden/Württ. (cf. n° 112 p.17) a ouvert une succursale de vente à Milan.

La fondatrice, qui a récemment porté de Sh. 0,3 à 7 millions le capital de sa filiale autrichienne ROTO-FRANK BAUBESCHLÄGE, BAUSTOFFE, IMPORT & EXPORT GmbH (Salzburg), possède de nombreux intérêts à l'étranger : ROTO FRANK AG (Zurich), ROTO-FRANK Sarl (Strasbourg-Neudorf), ROTO Sprl (Bruxelles), etc...

(594/29) Décidée courant 1970 (cf. n° 564 p.37), la rationalisation des intérêts en Italie du groupe sidérurgique de Vienne OESTERREICHISCH-ALPINE MONTANGESELLSCHAFT AG est devenue effective avec l'absorption de l'affiliée - à travers la compagnie STEIRISCHE GUSSSTAHLWERKE AG (Vienne) - de Milan ACCIAI STYRIA SpA (capital de Li. 50 millions) par la filiale ACCIAI ALPINE SpA.

Transformée en ACCIAI ALPINE STYRIA SpA, celle-ci a porté son capital à Li. 150 millions et a vu entrer dans son conseil, que préside M. Josef Fitzinger, MM. O. Fabricius, V. Munk, J. Steflitsch et W. Pichler.

(594/29) L'entreprise allemande de matériels de chauffage central (notamment brûleurs pour chaudières) SCHUNK & EBE GmbH (Heuchelheim/Üb. Giessen) a doublé à F. 1 million le capital de sa filiale de Paris ELECTROGRAPHITE Sarl, que gère M. H. Pfaff, afin d'en financer l'expansion.

SCHUNK, qui fabrique également des graphites pour moteurs électriques, a des filiales sous son nom à Rotterdam, Anvers, Vienne, Zurich, Londres et Stockholm, et elle dispose de deux affiliées à Mexico, ELECTRO-CARBON SA et INDUSTRIA ELECTROTECNICA SA.

(594/29) Membre à Amsterdam du groupe de construction navale AMSTERDAMSCH E DROOGDOK-MIJ. N.V. (cf. n° 515 p.25), la firme de réparation et soudage de pièces de fonte METALOCK N.V. (cf. n° 498 p.28) a installé à Anvers une affaire du nom de MAGNA BELGIUM N.V. (capital de FB. 250.000), dirigée par M. David J. Pronker (Haarlem) associé pour 50 %.

(594/29) Décidée en juillet 1970 (cf. n° 573 p.28), la prise d'une participation de 49 % par le groupe AUGUST THYSSEN HÜTTE de Duisburg-Hamborn (cf. n° 592 p.44) dans la filiale de profilés et aciers spéciaux et au carbone à Alblasserdam N.K.F. STAAL N.V. du groupe N.K.F. GROEP N.V. de Rijswijk (cf. n° 585 p.40) est devenue effective.

(594/29) La compagnie d'engineering SPIE-BATIGNOLLES SA de Paris (cf. n° 585 p.44), dont le capital a récemment été porté à F. 77 millions, a procédé à la dissolution anticipée de sa filiale absolue FORGES, CHAUDRONNERIES & TUYAUTERIES DE FERRIERE-LA-GRANDE SA (Ferrière-la-Grande/Nord).

(594/30) Affiliée notamment à la firme métallurgique allemande HEINZ KETTLER de Parsit/Westf. (cf. n° 396 p.30), la compagnie française FABRIQUE D'ARTICLES METALLIQUES D'ALSACE "FAMAL" SA (Barr/Bas-Rhin) a été dissoute par anticipation et sa liquidation confiée à M. Eliseo Gariatti (italien résidant à Paris).

En France, la firme allemande dispose d'une filiale à Lutzelhouse/Bas Rhin, FABRIQUE D'ARTICLES METALLIQUES KETTLER Sarl (capital de F. 450.000).

(594/30) Décidée il y a quelques mois, l'absorption des compagnies immobilières de Milan LITELLI Spa, LOTORI SpA et PINIRA SpA par l'entreprise de conteneurs métalliques et plastiques S.I.V. -STA IMBALLAGI VARI SpA (Cologno Monzese), que préside M. John C. Herndon, est devenue effective.

Celle-ci (anc. S.I.V. -STA INDUSTRIALE VOLLA SpA de Volla/Napoli), qui a porté en conséquence son capital à Li. 220 millions, est affiliée à la filiale RHEEM SAFIM SpA de Melzo/Milano (cf. n° 467 p.33) de la compagnie américaine RHEEM MANUFACTURING C° (groupe CITY INVESTING C° de New York - cf. n° 592 p.42).

PAPIER

(594/30) Spécialiste en République Fédérale de cartons et papiers spéciaux imprégnés et anticorrosifs ("Branorost", "Branocop", etc...) pour emballage industriel notamment, la compagnie BRANG & HEINRICH K.G. de Stuttgart (cf. n° 444 p.19) s'est donnée à Settimo Milanese une filiale commerciale, BRANOPAC Srl (capital de Li. 2 millions), dirigée par MM. Günther Buscher et Rolf Buscher, et dont elle partage le contrôle avec sa filiale de Zurich PAPIER PART GmbH (cf. n° 190 p.28).

(594/30) Le groupe suédois d'import-export de papier, bois, cellulose, etc... ELOF HANSSON INTERNATIONAL A/B de Göteborg (cf. n° 505 p.34) a allégé ses intérêts commerciaux à Milan en dissolvant sa filiale de vente de papiers INPACO Srl (cf. n° 500 p.36), dont M. Adalberto Gei sera liquidateur.

Créée fin 1968 sous la direction de M. Emilio Villa, celle-ci était directement contrôlée par les filiales ELOF HANSSON à Bâle et New York du groupe, lequel reste présent avec une filiale sous son nom à Milan, spécialisée dans l'importation de cellulose.

PARFUMERIE

(594/31) Le groupe américain de cosmétiques, produits de toilette et parfumerie J.B. WILLIAMS C° INC. de Clark/N.J. (cf. n° 527 p.31) a mis fin aux activités de sa filiale commerciale de Milan J.B. WILLIAMS (ITALIANA) SpA, et en a confié la liquidation à M. Giuliano Mosca.

Présent depuis peu en Espagne avec une filiale industrielle sous son nom à Barcelone, ce groupe, connu notamment pour ses marques "Aqua Velva", "Skol", "Williams", "Lectra Shave", conserve chez les Six une filiale industrielle à Amsterdam, J.B. WILLIAMS C° (NEDERLAND) N.V., dirigée par M. A.J.M. Tieleman, et des filiales de distribution à St-Cloud/Hts-de-Seine (cf. n° 426 p.32) et Bruxelles.

PETROLE

(594/31) Membre à Johannesburg du groupe C.F.P. -CIE FRANCAISE DES PETROLES SA (cf. n° 593 p.39), la compagnie TOTAL OIL REFINERY SOUTH AFRICA PTY LTD (cf. n° 483 p.34) a participé pour 19 % à la création à Durban de la société SOUTH AFRICAN OIL REFINING (PTY) LTD, dont les autres fondateurs ont été les groupes de New York MOBIL OIL C° (cf. n° 592 p.21) et CALTEX-CALIFORNIA TEXAS OIL CORP. (cf. n° 579 p.38) pour respectivement 47 % et 34 %. L'entrée ultérieure d'intérêts locaux au sein de la nouvelle affaire ramènera les participations respectives des fondateurs à 13,3 %, 32,9 % et 23,8 %.

SOUTH AFRICAN OIL REFINING (PTY) LTD assurera la construction et la gestion d'une unité de lubrifiants (capacité annuelle de 100.000 tonnes), qui sera opérationnelle fin 1972 après un investissement de R. 20 millions.

PHARMACIE

(594/31) Le groupe chimico-pharmaceutique de Bâle F. HOFFMANN-LA ROCHE & CIE AG (cf. n° 593 p.30) a transformé en PANTENE Sarl (capital de F. 7 millions) sa filiale de Paris LABORATOIRE DU PANTENE Sarl et y a intéressé ses filiales de portefeuille de Bâle VALORFIDES AG, PHAOR SA, BIOPHARM SA, HOVEMA MARKTFORSCHUNGS AG, FRANPHARM SA ainsi que PANTENE SA.

Spécialisée dans les lotions capillaires, cette dernière dispose de nombreux intérêts à l'étranger : PANTENE SA BELGE (Forest-Bruxelles), PANTENE GmbH (Freiburg/Breisgau), etc...

(594/32) Née de la récente fusion (cf. n° 577 p.41) des entreprises pharmaceutiques françaises DAUSSE SA et SA DES LABORATOIRES ROBERT & CARRIERE SA, la compagnie SYNTHELABO SA a fait apport de son Département "Recherches" à une filiale récemment créée à Paris à cet effet, CENTRE DE RECHERCHE DE BAGNEUX C.R.B. SA (capital de F. 0,9 million), que préside M. Maurice Carron.

PLASTIQUES

(594/32) Des intérêts belges portés par M. Roger Deceuninck (gérant) ont été à l'origine en France de la firme de matériaux en matière plastique pour l'industrie du bâtiment PLASTIBAT Sarl (Houplines/Nord) au capital de F. 150.000.

PUBLICITE

(594/32) Des intérêts allemands portés par MM. J. Föst et H.O. Schultheiss (Munich) ont été à l'origine en Autriche de la firme de publicité, marketing et relations publiques S. & F. SCHULTHEISS & FÖST WERBUNG & MARKETING GmbH (Salzburg), au capital de Sh. 100.000.

(594/32) Les sociétés françaises d'édition de quotidiens régionaux LE PROVENÇAL SA de Marseille (cf. n° 547 p.26) et REPUBLIQUE SA (Toulouse) se sont associées pour créer l'agence STE EUROSUD PUBLICITE SA (Marseille) au capital de F. 0,5 million, que préside M. Maurice Poitevin.

Les fondatrices sont par ailleurs associées avec la firme MIDI-LIBRE SA (Montpellier) au sein de l'entreprise de traitement de l'information STE D'ETUDES DE MARCHES & D'INFORMATIQUE S.E.M.I. SA (Marseille).

TABAC

(594/32) Le groupe de Londres B.A.T. -BRITISH AMERICAN TOBACCO C° LTD a complété ses intérêts aux Pays-Bas (cf. n° 578 p.40) en installant à Amsterdam la firme de vente B.A.T. (NEDERLAND) N.V. (capital de Fl. 10.000), dirigée par M. Peter Macdonald Scott et directement contrôlée par la filiale locale BRITISH-AMERICAN TOBACCO (NEDERLAND) N.V. qu'anime M. L.A. den Uyl (cf. n° 372 p.22).

TEXTILES

(594/33) L'usine qu'a récemment décidé d'installer à Klagenfurt/Autriche (cf. n° 584 p.40) le groupe de confection JUMO de Berlin et Francfort - qui coiffe les compagnies HERMANN STOTZ & C° (Francfort) et KOCH & STOTZ KG (Berlin) - sera exploitée par la nouvelle JUMO-BEKLIDUNGSINDUSTRIE GmbH (capital initial de Sh. 100.000), créée à St Veit a.d. Glan/Klagenfurt sous la direction de MM. Werner Koch et A. Frühlwald.

(594/33) Membre à Essen du groupe de Londres I.C.I. - IMPERIAL CHEMICAL INDUSTRIES LTD (à travers la compagnie LIGHTNING FASTENERS HOLDINGS LTD - cf. n° 590 p.21), la firme de fournitures de mercerie et fermetures à glissière W. ERICH HEILMANN & C° KG (cf. n° 312 p.26) a formé à Bruxelles la firme commerciale SA OPTILON (capital de FB. 0,3 million) que préside M. Eberhard Heilmann et qui est sous le contrôle direct de la filiale de portefeuille OPTI-HOLDING AG (Glarus/Suisse).

Les principales filiales ou affiliées de la fondatrice en République Fédérale sont les entreprises OPTI-WERK GmbH & C° KG (Essen et Berlin) et la compagnie ZIPP-WERK GmbH de Nuremberg (cf. n° 375 p.34).

(594/33) L'entreprise néerlandaise de confection CONFECTIEFABRIEK SOMEREN N.V. (Somerens) s'est donnée une filiale commerciale à Paris, SOMEREN-FRANCE Sarl (capital de F. 20.000), que gère M. J.F. Eijsbouts, son propre président.

(594/33) A capital français, l'entreprise lainière belge SA-BEWOL SA (Mouscron), qu'anime M. Daniel Maillard (Croix/Nord), a procédé à la dissolution de sa filiale commerciale COLAINBEL SA (Mouscron).

(594/33) Récemment décidée (cf. n° 582 p.40), la rationalisation des intérêts de la compagnie de portefeuille de Paris SATT-STE D'ACHATS & DE TRANSFORMATIONS TEXTILES SA dans le secteur du linge de maison s'est traduite par l'absorption de la firme CHAMARANDE SA (Halluin/Nord) par la société DES-CAMPS-DEMEESTERE SA de Lille (cf. n° 589 p.52) qui, en rémunération d'actifs estimés (bruts) à F. 17,1 millions, a porté son capital à F. 18,3 millions.

Filiale 51/49 des groupes D.M.C. -DOLLFUS-MIEG & CIE SA et PRICEL SA (à travers TEXUNION SA), SATT est née du récent regroupement des activités "filatures et tissage de coton et fibres synthétiques" de ses deux compagnies-mères.

(594/34) Les compagnies belges de mégisserie PELTZER & FILS SA de Verviers (cf. n° 534 p.28) et de textile ETS A. VAN DAMME SA (Eekloo) ont procédé à la dissolution anticipée de leur filiale paritaire COBELAINE-COMPTOIR BELGE D'INDUSTRIES LAINIERES Sc (Bruxelles), où la seconde partageait son intérêt avec sa filiale PEIGNAGE D'EECLOO SA.

Récemment, PELTZER s'est associée à parité avec son homologue britannique STRONG & FISCHER (HOLDINGS) LTD (Rushden/Northants.) pour former à Verviers la société STRONG & PELTZER TANNERIES SA (capital de FB. 30 millions).

(594/34) Le groupe de Rotterdam N.V. AMERIKAANSCHЕ STOOMVAART-MIJ. "HOLLAND AMERICA LIJN" (cf. n° 591 p.53) a diversifié ses intérêts en prenant à Schiedam le contrôle de l'entreprise de voiles et bâches marines BINGHAM & C° N.V. (cf. n° 502 p.35).

Celle-ci, qu'anime M. Pieter van Vollenhoven et qui occupe 160 personnes au siège et dans ses succursales de Rucphen et Amsterdam, aura désormais pour distributeur la firme d'Alblasserdam N.V. HOOGERWERFF & C° N.V. (cf. n° 580 p.42), dont le groupe de Rotterdam a acquis récemment le contrôle absolu.

TOURISME

(594/34) Animée par M. Al Lapin Jr. et spécialiste aux Etats-Unis de la gestion sous franchise de restaurants, snack-bars, cafetarias, glaciers, motels, etc... le groupe INTERNATIONAL INDUSTRIES INC. (Beverly Hills/Cal.) a créé à Amsterdam la société UNIWORLD EXPLOITATIES N.V. (capital de Fl. 250.000), dirigée par MM. Seymour Stanley Price et J. Herlaar, et directement contrôlée par ses filiales en Suisse STE UNIWORLD ORGANISATION SA et UNIWORLD PROPERTIES SA (créées début 1970 à Fribourg).

INTERNATIONAL INDUSTRIES, qui gère plus de 1.200 magasins de détail par "franchising" aux Etats-Unis a pris, fin 1969, le contrôle à New York de la compagnie UNIWORLD FRANCHISE DEVELOPMENT CORP., et il s'est associé 80/20 avec la firme MASTER HOSTS INNS C° (Fort Worth/Texas) dans l'entreprise de restauration et hôtellerie MASTER HOST INTERNATIONAL INC.

(594/34) Né de la récente fusion des chaînes hôtelières de Londres TRUST HOUSE GROUP LTD et FORTE'S (HOLDINGS) LTD, le groupe TRUST HOUSES FORTE LTD a renforcé ses intérêts à Bruxelles - où il vient d'ouvrir une succursale (cf. n° 581 p.45) - avec l'installation d'une filiale absolue à vocation hôtelière, TRAVELODGE BELGIUM SA (capital de FB. 1 million).

La fondatrice est liée avec le groupe américain TRAVELODGE CORP. d'El Cajon/Cal. (cf. n° 560 p.45) au sein de la filiale de celui-ci TRAVELODGE INTERNATIONAL INC. (cf. n° 557 p.34), dont elle est actionnaire pour 7 %.

TRANSPORTS

(594/35) S'étant vu confier l'assurance générale pour l'Europe de la compagnie maritime AMERICAN EXPORT ISBRANDTSEN LINES-AEIL INC. (cf. n° 540 p.41), le groupe de New York AMERICAN EXPORT INDUSTRIES INC. (cf. n° 588 p.40) a constitué à Amsterdam l'entreprise de transit et fret maritime, SYSTEMS INTERFREIGHT NEDERLAND N.V. (capital de Fl. 100.000), dirigée par MM. Noel J. Gosselin et Frederik J. Mayo et directement contrôlée par la filiale d'Anvers INTERFREIGHT BENELUX N.V. (cf. n° 516 p.35).

DIVERS

(594/35) Filiale du groupe de production cinématographique METRO-GOLDWYN-MAYER INC. de New York (cf. n° 101 p.15), la compagnie M.G.M. FRANCE INC. de Wilmington/Del. a repris à la firme UNIVERSAL FILM INC. d'Universal City/Cal. (groupe M.C.A. INC. - cf. n° 585 p.29) sa succursale de Paris (distribution de films).

METRO-GOLDWYN-MAYER a récemment conclu avec le groupe britannique EMI-ELECTRIC & MUSICAL INDUSTRIES de Hayes/Mddx. (cf. n° 584 p.29) un accord qui s'est matérialisé par la création de deux filiales paritaires à Londres, EMI-MGM ELSTREE STUDIOS LTD (production) et MGM-EMI FILM DISTRIBUTORS LTD (distribution), où ses intérêts sont portés par sa filiale (créée en novembre dernier à cet effet) METRO-GOLDWYN-MAYER PRODUCTIONS LTD (capital de £ 100).

(594/35) Le groupe de La Haye BORSUMIJ. WEHRY N.V. (cf. n° 532 p.25) a renforcé ses intérêts dans l'industrie du jouet - il avait acquis en 1969 le contrôle de la firme de commerce de gros S. VAN WESTERBORG & ZONEN N.V. (Rotterdam) - en prenant à Amsterdam le contrôle absolu de la société S. TH. KAMLAG N.V.

INDEX DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CITÉES

Acciai Alpine Styria	P. 29	Ciments du Nord	P. 14
Ackermann & van Haaren	15	Ciments d'Origny-Desvroise	14
A.E.G. Telefunken	27	Cobelaine	34
Altenburger Electronics	23	Cocentall	22
American Export	35	Colainbel	33
Amsterdamsche Droogdok-Mij.	29	Comco International	25
Arbed	22	Commercial Crédit	25
Ateliers & Chantiers de la		Commercial Trust C°	25
Basse-Seine	22	Compteurs (Cie des)	19
Auxeltra	19	Control Data Corp.	25
Azote & Produits Chimiques	22	C.O.S.I.D.	28
		Costruttori Associati Meridionali	19
Babcock & Wilcox	22		
Ballast-Nedam-Groep	14	Damme (Ets. A. Van)	34
Banca Commerciale Italiana	25	Datsun Italia	14
Bancaire (Cie)	24	Delfino Immobiliare	16
Banque Internationale à Luxembourg	26	Demag	20
Bastogi	19	Deposit & Finance Bank	25
B.A.T. -British American Tobacco	26-32	Descamps-Demeestere	33
Beton- & Hartsteinwerk	16	D.I.A.G. -Deutsche Industrie-Anlagen	22
Bingham & C°	34	Dollfus-Mieg & Cie	33
Blanco	28	Donath-Kelterei	26
Boeing	18	Dragage, Derochage & Transports	
Borsumij. Wehry	35	(Sté de)	15
Bosch (Robert)	19		
Brang & Heinrich	30	Eden Fisher Holdings	23
Branopac	30	Electrodes & Réfractaires Savoie	
Brasserie Maes	26	(Sté des)	16
Bratschi (K.)	28	Electrographite	29
Brissonneau & Lotz	20	Elemo	18
British Leyland	13	E.M.I.	35
British Printing Corp.	23	E.N.I.	15
Business Control	25	Entrepose	22
Büttner-Schilde-Haas	22	Entreprise Minière & Chimique	22
		E.R.A.P.	28
Caltex	31	Eurocom	26
Carrières, Chaux & Ciments des		Eurosud Publicité (Sté)	32
Prés & de la Roquette	14	Evrard (Ets.)	22
Centre de Recherche de Bagneux	32		
Ceom	17	F.A.M.A.L.	30
Cetelem	24	Fasco	23
Chocolats & Confiseries de Luxe	27	FEDI-Financière Européenne de	
Chocolat Tobler	26	l'Imprimerie	25
Chrobok	22	Felten & Guillaume	22
Ciments Lafarge	14	Fernatt	25

Flaminia Nuova	P. 16	Las-Pers	P. 18
Française des Pétroles (Cie)	31	Leasco World Trade	24
Frank (Wilh.)	29	Lichtgitter	18
Fremag	20		
Fromagerie Franco-Suisse	27	Maco-Meudon	21
		Magdeburger Feuerversicherung	13
Gazel	19	Magna Belgium	29
Geba	13	Marine-Firminy	21
Ghent Steel Center	28	Marley Tile	15
Gomitex	20	Master Host	34
Goyo-Ballast	14	Matherson-Selig	23
Grands Travaux de l'Est	15	Metaalindustrie Steril	21
		Metalock	29
Hansson (Elof)	30	M. G. M.	35
Hattum & Blankevoort (Van)	16	Mobil Oil	31
Heilmann & C° (W. Erich)	33	Müller & C° (Wm. H.)	24
Heinkel Maschinenbau (Ernst)	21		
Henkel	17	Ned. Spoorwegen	24
Hercules Filter C°	21	Ned. Staatsmijnen	21
Herfilco	21	Nelissen Groep (J. P. A.)	15
Hersent	15	Nissan Motor	14
Hinz Elektromaschinen (Heinrich)	22	N. K. F. Staal	29
Hoffmann-La Roche & Cie	31	Nobels-Peelman	28
Holland America Lijn	34	Nord (Cie du)	27
Hoogerwerff & C°	34		
		Oesterreichisch-Alpine Montanges.	29
I. B. E. C.	18	Olbiacard	20
I. C. I.	33	Optilon	33
Interbema-Internationale Beton Mij.	16		
Interfood	26	Paillard (J. M.)	20
Internatio-Müller	24	Pantène	31
International Industries	34	Papier Part	30
International Learning Systems Corp	23	Patty	23
I. R. I.	25	Peltzer & Fils	34
Isokern	15	Penta-Ocean Construction	14
Istrumenti di Misura C. G. S.	19	Peugeot	20
Itoh & C° (C.)	19	Philips	22
I. T. T.	22	Plastibat	32
		Pneubremse Holding	20
Jumo	33	Poclain	24
		Pompes Guinard	22
Kamlag (S. Th.)	35	Pricel	33
Kawasaki	19	Process Engineering & Contractors	15
Kelley C°	21	Provencal (Le)	32
Kettler (Heinz)	30		
K. L. M.	24	Redland-Braas-Bredero	16
Kraftco Corp.	27	Renault	20
Krauss Maschinenfabrik (Joseph)	22	République	32

Riemerschmid Weinbrennerei (A.)	P. 26	Steirische Gusstahlwerke	P. 29
Robertshaw Controls	19	Stemmler-Imex	17
Rothschild	27	Stokvis & Zonen (R.S.)	13-21
Roto-Frank	29	Stoll (Christof)	13
Rouzaud "A la Marquise de Sévigné" (SA des Ets.)	27	Stotz	33
Rütschi Pumpenbau (K.)	19	S.T.P. Italia	17
S. & F. Schultheiss & Föst Werbung	32	Studebaker-Worthington	17
Sabewool	33	Sudamvest	26
Sacmi Impianti	15	Süddeutsche Zucker	27
Saipem	15	Supermarkets Italiani	18
S.A.T.T.-Sté d'Achats & de Trans- formations Textiles	33	Synthelabo	32
Schenk-Herfilco	21	Systems Interfreifht	35
Schunk & Ebe	29	Thomson Siegel	17
Schweizerische Rückversicherung	13	Thyssen-Hütte (August)	29
S.C.O.D.-Gestion & Informatique	24	Tomecap	22
Seaway Multi Corp.	23	Tornado	18
Security Pacific National Bank	25	Total	31
Sedus-Stoll	13	Transit-Bank	25
Seguip	22	Transyco	24
S.E.M.I.-Sté d'Etudes de Marchés & d'Informatique	32	Travelodge	34
S.E.P.I.-Sté d'Etudes & de Parti- cipations en Informatique	24	Trust Houses Forte	34
Servim	25	Tulipan Fördertechnik (Herbert)	20
S.E.S.I.-Sté d'Exploitation de Sys- tèmes Informa tiques	24	Ugine-Kuhlmann	16
Setrim	15	Ultimo	18
Showa Savoie	16	Union & Rhein Versicherung	13
S.H.V.-Steenkolen Handelsvereniging	17	Universal Film	35
Sideroc-Sté Internationale de Dérochage	15	Uniwold	34
Sidol-Werke	17	Vallourec	22
Siemens	19-27	Ver. Kesselwerke	22
S.I.F.-Sta Italiana Freni	20	Wanzl	28
Silent Gliss Italia	28	Watney Mann	26
S.I.M.U.T.-Distributori Macchine Utensili da Taglio	21	Westeeborg & Zonen (J. van)	35
S.I.V.-Sta Imballagi Vari	30	Western American Bank	25
S.N.E.C.M.A.	24	Weweler	14
Someren	33	Wicodex	17
South African Oil Refining	31	Williams (J.B.)	31
Spie-Batignolles	29	Williams of Cardiff (John)	28
Staco Manderfeld	18	Württembergische Feuer-Versicherung	13
		Zuckerfabrik Franken	27